

# Rapport annuel 2010

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

## Direction du développement et de la coopération (DDC)

**Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la DDC est l'agence en charge de la coopération internationale. Ses principales activités se répartissent comme suit:**

La **coopération régionale** se concentre sur ses pays prioritaires et sur certains pays et régions en conflit, dont elle soutient les habitants et organisations dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté et surmonter les problèmes de développement.

La **coopération globale** permet à la Suisse de participer au financement des organisations de l'ONU, des institutions de financement internationales (Banque mondiale, banques régionales) et des fonds mondiaux, ainsi que de siéger au sein de leurs organes dirigeants. La Suisse verse par ailleurs des contributions ciblées afin de faire face aux risques internationaux dans des domaines tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, les migrations et les pénuries d'eau.

L'**aide humanitaire** de la Confédération et le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sauvent des vies et atténuent les souffrances en déployant aide d'urgence et travaux de reconstruction après des catastrophes naturelles et dans les régions en conflit. L'aide humanitaire participe également à des mesures de prévention et s'engage en faveur des victimes de crises et de conflits.

La **coopération avec l'Europe de l'Est** soutient les processus de réforme politique et économique dans les Balkans occidentaux et dans divers pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Elle est aussi en charge de la contribution à l'élargissement destinée aux nouveaux Etats membres de l'UE.

La DDC emploie environ 1500 personnes en Suisse et à l'étranger, y compris les collaboratrices et collaborateurs locaux, et les fonds qu'elle a engagés se sont montés à 1.51 milliard de francs en 2010. Elle est dirigée par l'ambassadeur Martin Dahinden.

## Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

**Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie (DFE). Le domaine Coopération et Développement économiques du SECO met en œuvre les mesures de politique économique et commerciale en faveur des pays en développement et en transition.**

Le SECO aide ses pays partenaires avec deux objectifs majeurs: soutenir leur intégration dans l'économie mondiale et favoriser leur croissance économique durable, afin d'atténuer la pauvreté. Il assure la coordination des relations de la Suisse avec le groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Il s'efforce en priorité de promouvoir la stabilité des conditions-cadre économiques, de renforcer la compétitivité, de diversifier les échanges, de mobiliser des investissements suisses et étrangers et d'améliorer l'infrastructure de base. Les questions touchant à l'énergie, à l'environnement et au climat ainsi qu'à la gouvernance économique revêtent également une importance particulière.

Depuis le printemps 2011, Mme la Secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a repris la direction du SECO. Le domaine Coopération et Développement économiques compte 70 postes et a consacré 238 millions de francs à ses activités en 2010. Il est dirigé par l'Ambassadeur Beatrice Maser Mallor. |

<b>Le contexte politique du développement</b> .....	4
<b>Pays et régions prioritaires de la DDC et du SECO 2010</b> .....	6
<b>Coopération bilatérale et aide humanitaire – résultats en 2010</b> .....	9
– Afrique, y compris les pays méditerranéens .....	11
– Asie .....	16
– Amérique latine .....	21
– Europe de l'Est et pays de la CEI .....	26
<b>Coopération multilatérale</b> .....	31
<b>Thèmes globaux – résultats 2010</b> .....	34
– Changement climatique .....	34
– Sécurité alimentaire .....	35
– Migration .....	35
– Eau .....	36
– Gouvernance économique .....	36
<b>Partenariats institutionnels</b> .....	38
<b>Annexe: Statistiques 2010</b> .....	39

**D**epuis quelques années déjà, la DDC et le SECO ont accru leurs efforts pour pouvoir rendre compte au peuple suisse, de manière plus systématique et complète, des résultats générés par les dépenses au titre de l'aide publique au développement. Ces efforts portent aujourd'hui leurs fruits et se manifestent au travers de plusieurs rapports rendus publics: le rapport annuel DDC/SECO de l'année 2009 et la présente édition 2010, le rapport 2010 sur l'efficacité de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture, ainsi que le rapport annuel sur l'efficacité de la coopération économique au développement de 2009. Ces efforts permettront également à la Suisse de se positionner au niveau international, en particulier lors de la prochaine conférence internationale sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra en Corée du Sud en décembre 2011.

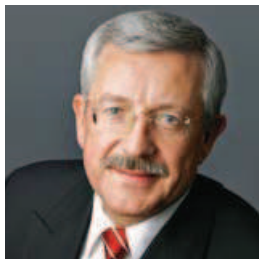
Une gestion axée sur les résultats restera prioritaire dans le futur. Le Message 2013–2016 qui sera soumis au Parlement en 2012 mentionnera également les résultats atteints par les Messages précédents et définira les résultats attendus jusqu'en 2016. Proximité au terrain, flexibilité, approche complémentaire bilatérale et multilatérale, mise à disposition des connaissances nationales sont quelques-unes des qualités de la coopération internationale suisse et contribuent à une plus grande efficacité de l'aide.

La coopération au développement et l'aide humanitaire ne prétendent évidemment pas être les seules solutions aux défis des pays en développement et en transition. Aujourd'hui les flux financiers vers les pays bénéficiaires de l'aide sont de plus en plus diversifiés. Viennent s'ajouter à l'aide au développement les investissements privés directs, le soutien par de nouveaux acteurs (pays émergents, fondations privées, etc.) ou encore l'envoi d'argent de la part des émigrés vers leur pays d'origine. La coopération internationale se doit donc de jouer un rôle de facilitateur pour permettre aux pays bénéficiaires de l'aide non seulement d'améliorer leurs indices macroéconomiques, mais également de promouvoir une répartition équitable de la croissance pour lutter contre la pauvreté.

Il a depuis longtemps été dans l'intérêt d'un pays fortement globalisé comme la Suisse que le monde aille bien. Mais aujourd'hui plus que jamais. Les défis globaux auxquels le monde est confronté, comme le changement climatique, la gouvernance économique ou la migration, concernent autant les pays industrialisés que les pays pauvres. Le développement durable est un objectif commun à l'humanité tout entière et la coopération internationale a certainement un rôle clé à jouer dans ce sens.



Martin Dahinden  
Ambassadeur, Directeur de la DDC




Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch  
Secrétaire d'Etat, Directrice du SECO



## Le contexte politique du développement

En septembre 2010 s’est tenu à New York le «sommet ODM+10» auquel de nombreux gouvernements du monde entier ont participé et qui avait pour but de tirer un bilan intermédiaire dans l’atteinte des Objectifs du Millénaire fixés par la communauté internationale pour 2015. Des progrès indéniables ont été réalisés mais de manière très différenciée selon les régions du monde. Cependant, ces efforts ont encore été insuffisants tant en terme de quantité des moyens engagés que d’efficacité des actions d’aide au développement mises en œuvre. En effet, peu de décisions concrètes sur de nouvelles sources de financement ont été identifiées.

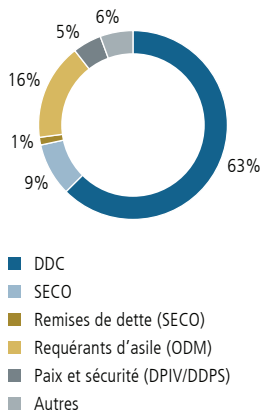
La Suisse quant à elle a présenté un rapport décrivant ses contributions pour atteindre des Objectifs du Millénaire et les défis spécifiques à notre pays pour encore mieux y contribuer. La Suisse a reconnu, à l’instar de la communauté internationale, la validité des Objectifs du Millénaire. Elle a également relevé certaines de leurs faiblesses comme une trop grande orientation vers les symptômes de la pauvreté et moins vers ses causes, comme le manque d’opportunités de développement économique.

Des progrès ont été réalisés dans l’atteinte des Objectifs du Millénaire (ODM), mais le fossé entre populations riches et pauvres se creuse. En Suisse, le Parlement a approuvé des moyens supplémentaires pour faire progresser l’aide publique au développement à 0.5% du RNB d’ici 2015.

La responsabilité du développement n’incombe cependant pas seulement aux donateurs mais avant tout aux pays en développement eux-mêmes. Participation des populations dans les affaires publiques, responsabilité sociale et environnementale du secteur privé et volonté politique des gouvernements des pays partenaires sont des éléments clés pour atteindre cet objectif.

Lutter contre la pauvreté et travailler en faveur des pays les plus pauvres n’implique pas de coopérer seulement avec ceux-ci. En effet, certains défis globaux ayant un impact direct sur la vie quotidienne des populations les plus vulnérables comme le changement climatique ou la gestion des ressources naturelles requièrent de la coopération avec les pays les plus pauvres mais également de construire des alliances avec des pays comme l’Inde ou la Chine qui sont devenus aujourd’hui des acteurs incontournables de la politique internationale.

Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2010



Les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire ne doivent pas seulement se concentrer sur le volume et l'efficacité de l'aide au développement mais sur l'ensemble des politiques nationales que les pays industrialisés et émergents mettent en œuvre. En effet, d'autres politiques, comme la politique agricole ou commerciale des pays donateurs, ont une influence sur la possibilité pour les pays en développement de s'insérer dans une économie interconnectée.

## La croissance est nécessaire, mais elle doit profiter à tous

Considérer les chiffres de la pauvreté pour mesurer le développement est certes important. Cependant, se limiter à cette analyse pourrait donner une fausse image de la réalité. En effet, il faut rappeler que le nombre le plus élevé de pauvres se trouve dans des pays dont la croissance économique est la plus élevée. C'est ainsi que l'Inde par exemple, avec une croissance économique estimée à 9.7% en 2010, compte toujours plus de 400 millions de pauvres. Il ne suffit donc pas de promouvoir la croissance économique mais également une meilleure répartition de la richesse. Pour cela, les gouvernements des pays en développement se doivent de mettre en œuvre des politiques nationales qui permettent de créer des opportunités pour toutes et tous.

La pauvreté et la dégradation de l'environnement sont des phénomènes intimement liés. Ils sont le résultat de déficiences d'un marché dont les règles ne sont ni justes ni équitables et de la mauvaise gouvernance nationale et internationale. Un pays ne peut cependant pas résoudre les déficiences des conditions cadres à lui tout seul. Les problèmes globaux comme le changement climatique ou la crise de l'eau influencent les perspectives de développement des pays pauvres d'une manière massive. De ce point de vue l'année 2010 a été marquée par quelques progrès dans la gouvernance mondiale. Le sommet sur le climat qui a eu lieu à Cancun, même si il n'a pas abouti à un accord très contraignant, a permis d'accorder que chaque pays industrialisé se voit dans l'obligation de présenter un plan pour réduire ses émissions de gaz carbonique. Il a également permis de mettre en place des mécanismes coordonnés de lutte contre le changement climatique: un nouveau fonds multilatéral a été créé pour combattre le changement climatique («Green Climate Fund»). Dès 2020, les pays en développement pourront recevoir un financement annuel d'un montant total de 100 milliards de dollars US provenant de l'APD et d'autres sources.

Les pays du Sud ne forment plus un bloc homogène. Il y a aujourd'hui les pays industrialisés, des pays émergents et des pays pauvres qui sont encore trop souvent marginalisés des dynamiques globales de développement. La gouvernance internationale, et le pouvoir de décision au sein des organisations internationales, se doit de refléter cette évolution.

La Banque mondiale, par exemple, a décidé d'augmenter les droits de vote des pays émergents, dont les contributions aux Fonds de développement sont en pleine croissance, comme la Chine qui a annoncé en 2010 une contribution de 2 milliards de dollars à l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres.

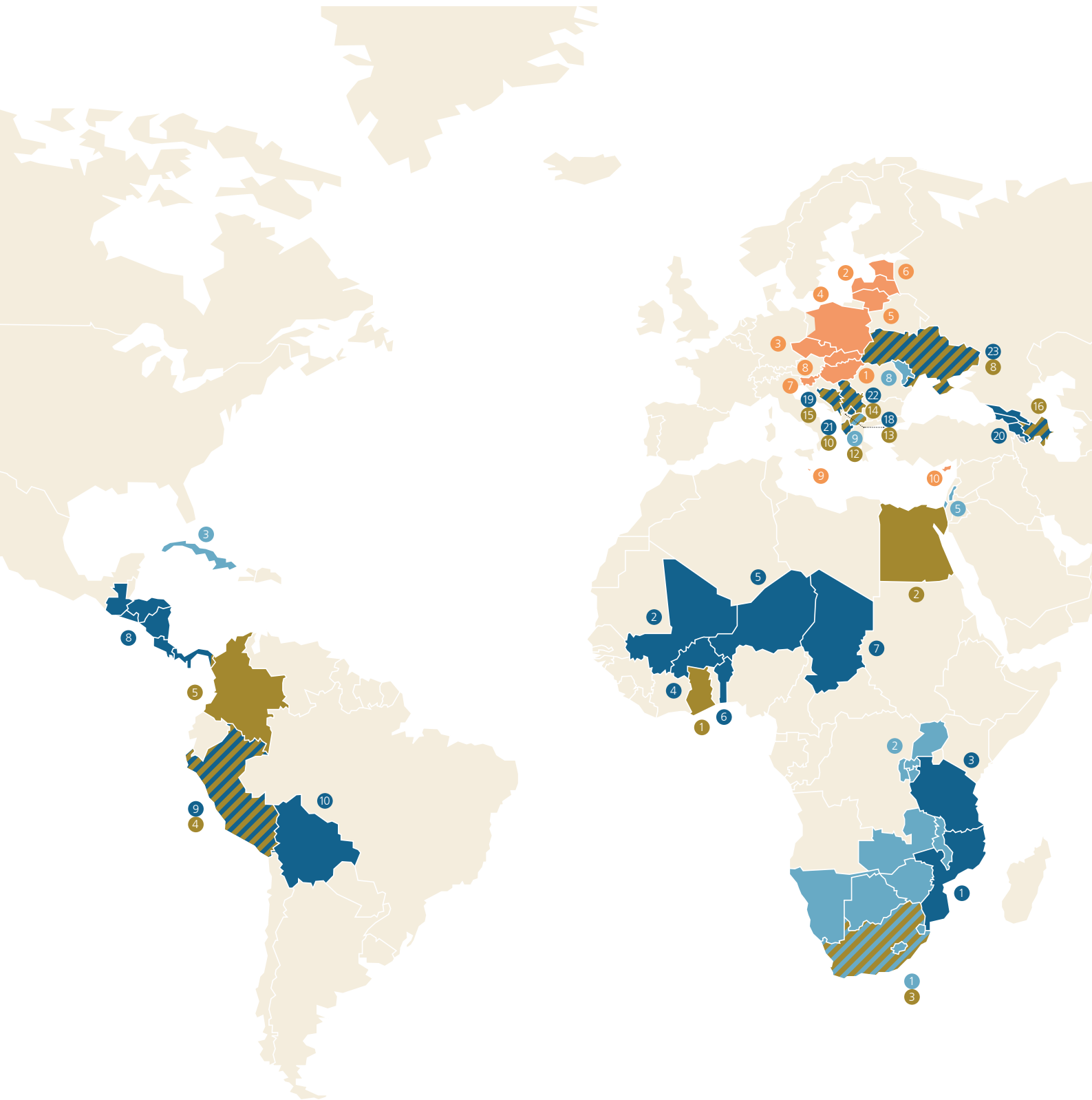
## Le contexte suisse

Le 28 février 2011, le Parlement a décidé d'augmenter le volume d'aide publique au développement (APD) et d'atteindre 0.5% du revenu national brut (RNB) d'ici 2015. Pour cela, des moyens supplémentaires ont été approuvés pour les années 2011 et 2012. Ce qui devra permettre de mettre rapidement en œuvre des projets dans le domaine de l'eau et du climat, que ce soit au travers de projets de coopération bilatérale ou de contributions multilatérales. En 2010, l'APD s'est élevée à 0.41% du RNB. Ce taux est au-dessous de l'objectif fixé par l'ONU (0.7%) et en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (0.48% en 2009, 0.49% en 2010). La Suisse est souvent louée pour la qualité de ses activités. Deux rapports décrivant les résultats obtenus ont été publiés: un sur le domaine de l'eau en 2009 et un sur le domaine de l'agriculture en 2010. Le présent rapport annuel, à l'instar du rapport 2009, présente les résultats obtenus durant l'année écoulée. |

**Les pays du Sud ne forment plus un bloc homogène.**

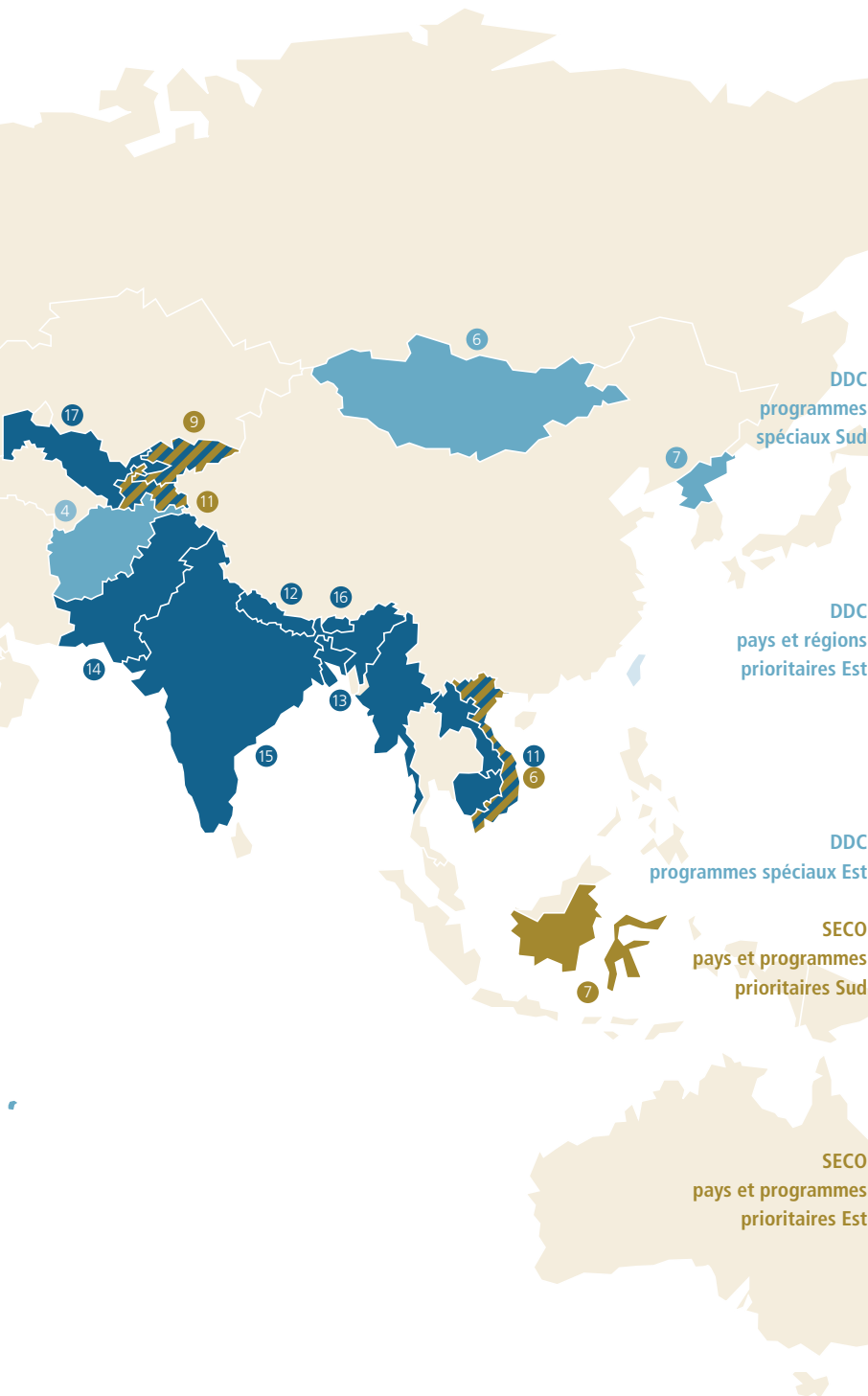
### L'engagement suisse dans le secteur agriculture

**La DDC et le SECO dépensent conjointement 200 millions de francs suisses par année en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La Suisse fait ainsi partie des pays donateurs qui consacrent le pourcentage le plus élevé de leur budget à cette thématique. En 2010 un rapport sur l'efficacité de la coopération dans ce domaine a été publié. Il présente les résultats obtenus dans 4 domaines principaux: l'augmentation de la production et de la productivité, l'amélioration des conditions-cadre de politique commerciale, l'amélioration des filières entre producteurs et consommateurs ainsi que l'atténuation des crises alimentaires.**



## Pays et régions prioritaires de la DDC et du SECO en 2010

mio fr.



**DDC  
pays et régions  
prioritaires Sud**

Afrique	Mozambique	19.9	1
	Mali	14.7	2
	Tanzanie	14.6	3
	Burkina Faso	13.8	4
	Niger	13.2	5
	Bénin	11.5	6
	Tchad	10.2	7
Amérique latine	Nicaragua/Amérique centrale	25.0	8
	Bolivie	17.8	9
	Pérou	10.4	10
Asie	Viet Nam/Mékong	26.2	11
	Népal	25.7	12
	Bangladesh	18.2	13
	Pakistan	11.2	14
	Inde	7.6	15
	Bhoutan	1.5	16

**DDC  
programmes  
spéciaux Sud**

Afrique	Afrique du Sud/Afrique australe	18.9	1
	Rwanda/Grands Lacs	12.9	2
Amérique latine	Cuba	5.2	3
Asie	Afghanistan	14.4	4
	Gaza et Cisjordanie	12.0	5
	Mongolie	11.7	6
	Corée du Nord	3.7	7

**DDC  
pays et régions  
prioritaires Est**

Asie centrale		22.9	17
	Kosovo	10.7	18
	Bosnie-Herzégovine	10.1	19
	Caucase du Sud	8.8	20
	Albanie	8.0	21
	Serbie	7.6	22
	Ukraine	5.5	23

**DDC  
programmes spéciaux Est**

Moldavie		7.7	8
Macédoine		6.3	9

**SECO  
pays et programmes  
prioritaires Sud**

Afrique	Ghana	13.8	1
	Égypte	5.5	2
	Afrique du Sud	2.7	3
Amérique latine	Pérou	8.4	4
	Colombie	2.6	5
Asie	Viet Nam	18.2	6
	Indonésie	5.6	7

**SECO  
pays et programmes  
prioritaires Est**

Ukraine		9.6	8
	Kirghizistan	7.8	9
	Albanie	5.8	10
	Tadjikistan	5.1	11
	Macédoine	4.3	12
	Kosovo	3.4	13
	Serbie	2.7	14
	Bosnie-Herzégovine	2.7	15
	Azerbaïdjan	1.1	16

**DDC/SECO  
Nouveaux pays  
membres de l'UE**

Hongrie		15.1	1
	Lettonie	6.4	2
	République tchèque	5.7	3
	Pologne	2.5	4
	Lituanie	0.5	5
	Estonie	0.4	6
	Slovénie	0.2	7
	Slovaquie	0.2	8
	Malte	0.0	9
	Chypre	0.0	10



### La crise alimentaire mondiale

Dans de nombreux pays, notamment la Suisse, la question de la nourriture n'est pas la préoccupation majeure de la population.

Notre viande d'agneau vient de Nouvelle-Zélande, nos tomates cerises d'Afrique du Nord et notre riz de Thaïlande. La société moderne nous évite de prendre la peine de cultiver, de récolter ou de préparer nous-mêmes nos

aliments quotidiens: il n'y a qu'à payer. Mais lorsque les prix augmentent, nous sommes directement concernés. Avec des conséquences particulièrement lourdes pour les habitants des pays pauvres: en Egypte, des

foules en colère ont harcelé un kiosque près de la pyramide de Gizeh pour se procurer le pain subventionné par le gouvernement. Dans le monde entier, la demande croissante et l'offre insuffisante ont rouvert le débat

sur notre capacité à augmenter la production alimentaire mondiale au rythme de la croissance démographique.

The End of Plenty



De meilleures chances signifient moins de pauvreté, davantage d'espoir, plus de stabilité et de sécurité. L'engagement à long terme caractérise la coopération bilatérale de la Suisse en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est. La DDC et le SECO élaborent avec des institutions partenaires des solutions innovantes contre les problèmes de pauvreté et de développement, en s'appuyant sur le savoir-faire et la longue expérience de la Suisse en la matière.

Mais l'année 2010 a, entre autres, été marquée par de grandes catastrophes naturelles, qui ont fait 295 000 victimes et causé des dégâts d'un montant total de 130 milliards de dollars. Plus de 200 millions de personnes ont été directement ou indirectement affectées par ces événements, qui ont été plus nombreux que les années précédentes à nécessiter

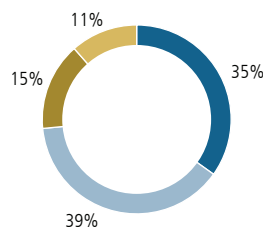
## La lutte contre la pauvreté produit son effet

En 2010, la coopération bilatérale de la Suisse a amélioré les chances de survie de milliers de personnes dans les pays partenaires grâce à la formation, à de nouvelles sources de revenus, à un meilleur accès aux soins et au renforcement des systèmes économiques et juridiques.

un recours à l'aide humanitaire. Cela va des séismes (Haïti et Chili) aux grandes inondations (Pakistan, Moldavie et Colombie), en passant par les sécheresses et leurs conséquences (perte des récoltes au Sahel, incendies en Russie et en Israël). L'aide humanitaire de la Confédération a réagi de manière rapide, ciblée et coordonnée à ces différents événements.

Les pages suivantes résument les principaux résultats et exemples de la contribution suisse à la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les situations de détresse. |

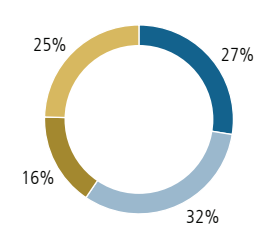
**DDC bilatéral par continent 2010<sup>1</sup>**



■ Afrique  
■ Asie  
■ Amérique latine  
■ Europe

<sup>1</sup> Excl. contributions non réparties par continent et contribution à l'élargissement de l'UE

**SECO bilatéral par continent 2010<sup>1</sup>**



■ Afrique  
■ Asie  
■ Amérique latine  
■ Europe

<sup>1</sup> Excl. contributions non réparties par continent et contribution à l'élargissement de l'UE



Une tempête de sable s'abat sur le village de Mabaalea en Ethiopie. La sécheresse a privé la population de ses moyens de subsistance. Elle

souffre de sous-alimentation et presque tous les animaux ont péri.

---

The End of Plenty

Les statistiques démographiques attribuent toujours à l’Afrique subsaharienne la plus grande concentration de pauvreté au monde, puisque 46% de sa population vit avec un revenu journalier de moins d’un dollar. Après un bref repli suite à la crise financière, les taux de croissance ont à nouveau franchi le seuil de 5%, mais les progrès du développement varient d’un pays à l’autre. En de nombreux endroits, la croissance n’a qu’insuffisamment amélioré les conditions de vie de la population.

En Afrique, la DDC concentre sa coopération au développement sur sept pays prioritaires et deux régions, ainsi que sur le renforcement de la coopération régionale entre les pays. La formation de base et professionnelle, la décentralisation, la santé et le développement rural figurent au premier plan de ses efforts.

Ces dernières années, la plupart des pays ont vu leur stabilité sociale et politique s’améliorer, bien que les progrès réalisés dans la démocratisation de certains pays aient été récemment remis en question par des gouvernements autocratiques. Le soutien des organisations de la société civile confère un poids de plus en plus grand à la population pour réclamer et imposer le respect des droits fondamentaux.

## Afrique

Les progrès du développement dans de nombreux pays d’Afrique sont manifestes. Mais le chemin vers davantage de prospérité et moins de pauvreté reste long car les problèmes d’accès à l’eau potable, la précarité sanitaire dans de nombreuses régions et l’insécurité grandissante dans les pays du Sahel représentent des défis de taille pour le continent.

Dans la région du Sahel, l’insécurité est favorisée par une interdépendance complexe entre les trafics de drogue, d’armes et d’êtres humains ainsi qu’avec les actions terroristes du groupe «Al Qaida au Maghreb Islamique». La détérioration de la situation sécuritaire dans quelques pays partenaires tels que le Niger ou le Mali complique grandement la tâche de la coopération bilatérale et de l’aide humanitaire. L’insécurité compromet la mise en œuvre efficace des programmes, en même temps qu’elle fait courir des risques au personnel engagé sur place.

Après que d’importants programmes d’aide à l’approvisionnement alimentaire furent requis au Sahel en 2010, la récolte s’annonce à nouveau bonne cette année. L’International Food Policy Research Institute estime cependant que 265 millions de personnes souffrent encore de sous-alimentation en Afrique subsaharienne. Et la hausse des prix alimentaires peut rapidement avoir des effets dévastateurs. La plupart des pays de la région n’atteindront pas les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2015. Mais sur

**Cinquante années d'indépendance** Environ un tiers des Etats africains ont fêté le cinquantenaire de leur indépendance en 2010, moment propice à une réflexion sur leurs propres atouts et leur potentiel inexploité. De nombreux Etats ont organisé ou préparé des élections et des référendums à différents niveaux. Ces processus démocratiques ont été suivis de troubles en Côte d'Ivoire, au Niger et à Madagascar. Par ailleurs, la sécession du Sud-Soudan a créé une véritable rupture dans le pays, tandis que le Zimbabwe manifestait des signes d'apaisement de la profonde crise qui déchire le pays.

**L'amélioration des moyens de production agricole a fortement stimulé les revenus.**

les plans de l'éducation et de la santé, des progrès considérables ont été réalisés.

Entre 2000 et 2008, le produit intérieur brut des pays de la zone a mieux progressé que la moyenne mondiale. De nombreuses économies se sont diversifiées et dynamisées. Cependant, la crise économique compromet différents progrès du développement et les difficultés restent présentes: l'espérance de vie s'élève seulement à environ cinquante ans en Afrique subsaharienne, plus de 50% de la population rurale n'a aucun accès à une eau potable propre et les taux de mortalité maternelle demeurent élevés.

Pour traiter les problèmes qu'ils ne peuvent résoudre seuls en matière de commerce, d'infrastructures de transport et de gestion de l'eau, les pays passent par des organisations internationales telles que la Communauté d'Afrique de l'Est ou la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Mais la conclusion de conventions de partenariat entre la CEDEAO et l'UE n'avance guère en raison de désaccords concernant des questions de libéralisation et de protection douanière.

## Développement local

En collaboration avec trois centres urbains, la DDC a amélioré les conditions de vie de près de 400 000 personnes au Burkina Faso. Ces communes ont ainsi pu améliorer leurs recettes fiscales d'environ 30% l'année dernière grâce à la mise en place d'infrastructures et de services (routes, marchés ou encore abattoirs). De ce fait, elles ont également pu développer l'offre en institutions sociales, avec des écoles et des hôpitaux. Et elles ont renforcé leurs compétences techniques dans la planification et l'administration de services publics, ainsi que dans la collaboration avec des organisations de la société civile et du secteur privé.

Le renforcement des capacités techniques, administratives et financières facilite la mobilisation des

ressources locales dans ces communes, qui peuvent ainsi jouer un rôle de plus en plus actif dans l'organisation de l'espace public.

L'amélioration des moyens de production agricole tels que les semences, les engrais et les machines, l'adaptation du stockage des récoltes, la formation de groupements d'intérêts et la création de débouchés ont généré un accroissement sensible des revenus. Ainsi, l'introduction de l'irrigation goutte-à-goutte a permis à 500 producteurs, dont 200 femmes, d'améliorer leurs revenus de 30%. Les petites et moyennes exploitations encouragent l'utilisation par la population de services dans des domaines variés tels que l'éducation, l'habillement, les soins et l'alimentation équilibrée. En outre, la sécurité alimentaire s'est nettement renforcée, avec une diminution des conséquences de la sous-alimentation et de la malnutrition.

Grâce à la formation et aux informations sur les droits et les devoirs de chacun, les conseils communaux et surtout les femmes ont été mieux à même de faire entendre leur voix pour défendre les intérêts de la population locale. La Suisse s'engage pour que l'Etat central dédommage les communes de manière appropriée pour les tâches qui leur sont transférées. Elle coopère avec le gouvernement afin d'exploiter à l'échelle nationale les expériences engrangées au niveau local.

## Santé et éducation

Selon l'Organisation mondiale de la santé, quelque 800 000 personnes meurent chaque année de la malaria en Afrique. En 2009, l'Institut Tropical Suisse a testé avec succès un nouveau vaccin auprès d'enfants et de nourrissons, réduisant de 65% le taux d'infection des enfants vaccinés. Et d'importants progrès sont à noter au Rwanda, en Tanzanie et à Madagascar, grâce à la distribution de moustiquaires imprégnées.

La région de l'Afrique de l'Est, durement touchée par les infections au VIH/sida, affiche des tendances positives en matière de prévention et de lutte contre la maladie. En Afrique subsaharienne, les cas de transmission ont reculé de 15% ces dernières années. Et grâce à la forte augmentation des thérapies anti-



rétrovirales (44% fin 2008 contre 2% en 2003), le nombre de personnes vivant malgré une infection au VIH/sida a progressé. Toutefois, ces progrès ne sauraient dissimuler les conséquences de l'épidémie: dans le seul pays du Mozambique vivent quelque 1.6 million d'orphelins liés au Sida.

De nombreux Etats ont supprimé les frais de scolarité, et le taux de scolarité a pu être porté à 75–82% malgré une croissance démographique élevée. Mais aujourd'hui encore, moins de la moitié des enfants parviennent à la fin du cycle primaire. La qualité des cours est souvent médiocre, et la formation des enseignants eux-mêmes laisse à désirer. Du fait de la fragilité des budgets publics, les investissements dans le système scolaire sont à nouveau en baisse.

Au Tchad, les services publics décentralisés restent insuffisants, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et les communautés locales doivent souvent s'organiser seules. Le programme de la DDC soutient les efforts des populations locales dans les domaines de la production agricole, de l'éducation et de la santé. Une meilleure production procure davantage d'argent aux familles d'exploitants, qui peuvent ainsi profiter plus facilement des services de soins et d'une éducation de base. Les communautés doivent être à même de gérer elles-mêmes ces deux prestations.

Sur les 8000 exploitations familiales soutenues en 2010, presque deux tiers ont pu couvrir leurs besoins en nourriture malgré une importante crise alimentaire qui a affecté un million de personnes. Plus de 60% des femmes qui avaient été formées à la transformation des produits agricoles ont pu améliorer leurs revenus et donc financer les frais de scolarité et de santé. Dans le cadre du système scolaire décentralisé soutenu par la DDC, 426 écoles gérées et financées localement ont été créées, ce qui correspond à 11% de l'ensemble des écoles publiques du pays.

La formation et le perfectionnement de plus de 1000 enseignants, ainsi que l'introduction de méthodes pédagogiques innovantes, ont donné à quelque 60000 jeunes femmes et jeunes hommes des régions rurales l'accès à une formation de base de qualité. Ce qui a fait considérablement progresser le taux de scolarisation au niveau du cycle secondaire. Le lien entre médecines moderne et traditionnelle a pu être renforcé au travers de la formation de 200 sages-femmes,

favorisant une augmentation du nombre de consultations dans les centres de santé.

Aujourd'hui, les quelque 700 organisations d'agriculteurs, conseils parentaux et comités sanitaires soutenus par la DDC participent activement à la politique aux niveaux régional et national. Et ils se font énergiquement entendre de l'Etat pour la mise en place de services correspondant à leurs besoins.

## Aide humanitaire

L'aide humanitaire se concentre sur l'assistance aux victimes des conflits et des catastrophes naturelles. En Somalie, en Ethiopie, au Tchad, dans la République du Congo, au Kenya et au Burundi, des conflits armés persistants privent des millions de personnes de toute protection. Nombre d'entre elles, vivant dans des camps de réfugiés ou subissant des déplacements internes, sont dépendantes d'un soutien extérieur. En 2010, l'aide humanitaire a assuré la survie de trois millions de personnes environ, en engageant des moyens financiers mais également des experts dans les organisations suisses et internationales. En outre, elle a organisé les actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire.

Au Soudan, la DDC a concentré son aide sur les provinces du Darfour, du Bahr el Ghazal du Nord et du Kordofan du Sud. Au Darfour, environ 4.7 millions de personnes dépendent de l'aide externe depuis 2003. L'aide humanitaire les soutient en apportant de la nourriture, de l'eau et des mesures de protection à la population civile. Elle a également mis à la disposition du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) du lait en poudre suisse pour le traitement de 370 000 enfants sous-alimentés, mais aussi un expert pour la gestion des partenariats locaux. Au Sud-Soudan et au Kordofan du Sud, elle a encouragé la réintégration des personnes rapatriées du Nord. Outre le soutien financier des partenaires de l'ONU et des ONG suisses, l'aide humanitaire a lancé une action directe dans la province du Bahr el Ghazal du Nord, au second semestre 2010, pour l'approvisionnement en eau d'environ un million de personnes.

En 2009, une nouvelle période de sécheresse a encore accru l'insécurité alimentaire persistante au

**La formation continue et le perfectionnement de plus de 1000 enseignants ont donné à quelque 60000 jeunes gens l'accès à une formation scolaire de qualité.**



Sahel, avec plus de 15 millions de personnes menacées par la faim et la sous-alimentation début 2010. L'aide humanitaire est intervenue au travers d'actions bilatérales ainsi que de contributions aux organisations internationales et aux œuvres caritatives suisses.

Au Proche-Orient, la DDC met en place des programmes dans les domaines de l'économie et de l'emploi, des droits humains et de l'Etat de droit, ainsi que des services de base pour la population. En matière migratoire, la DDC a contribué à améliorer l'approvisionnement de base des réfugiés et des migrants en transit au Maroc, ce dont ont bénéficié au total quelque 2400 enfants et adultes.

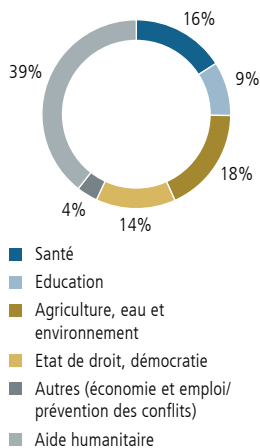
La réduction des risques de catastrophes (RRC) représente une composante essentielle des programmes humanitaires. Faisant partie des rares donateurs engagés dans ce domaine, la Suisse joue toujours un rôle central dans le développement des capacités de RRC au sein des acteurs étatiques comme non étatiques, principalement au Maroc, en Jordanie, en Syrie et au Liban.

augmentation durable des recettes et favoriser un système d'imposition plus juste et plus efficace. De même, le SECO a encouragé les échanges d'informations entre les administrations fiscales des pays africains en participant au Forum sur l'administration fiscale en Afrique.

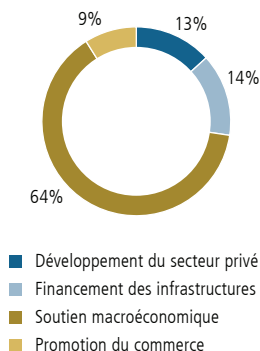
Un accord bilatéral a été conclu avec le Ghana en vue de la mise en place d'un système durable de marchés publics. La promotion de la transparence et de la responsabilisation doit contribuer à une utilisation efficiente des fonds publics. Le Ghana est ainsi le premier pays d'Afrique à introduire les principes du développement durable dans le système des marchés publics.

En Egypte, un projet du SECO encourage la médiation comme méthode alternative pour résoudre les litiges technico-commerciaux, avec à la clé des décisions plus rapides et des économies considérables. Il est prévu que l'Egypte intervienne ensuite comme centre régional de compétences pour l'arbitrage des conflits et fasse connaître cette technique dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. A cette fin, 37 personnes ont déjà été formées à la médiation. En outre, des juges d'Etat bénéficieront d'une autre formation reconnue dans ce domaine. Par ailleurs, les efforts ont été intensifiés dans le secteur égyptien de l'élimination des déchets. Les projets se concentrent sur un traitement écologique des substances toxiques, en particulier des déchets hospitaliers. |

**Afrique: DDC répartition par thème 2010**



**Afrique: SECO répartition par thème 2010**



## Coopération et Développement économiques

En 2010, le SECO est parvenu à mobiliser et à sensibiliser ses pays prioritaires africains, le Ghana, l'Afrique du Sud et l'Egypte, à des thèmes liés à la politique fiscale. Il a participé de manière déterminante à la mise en place de deux initiatives globales du Fonds monétaire international visant à soutenir les pays en développement dans tous les domaines liés aux impôts et à la politique fiscale, notamment en matière d'imposition des ressources naturelles.

Par ailleurs, la deuxième phase du projet de réforme des impôts a été lancée: l'établissement d'une administration fiscale appropriée doit permettre une

**Tourisme équitable** En Afrique du Sud, le SECO soutient une organisation de tourisme équitable afin de développer des offres reconnues de voyages équitables. Après des années de coopération entre le secteur du tourisme, la société civile et les autorités, les premiers voyages équitables ont été proposés sur le marché suisse. Le projet répond à une large demande pour un tourisme juste, propre et socialement responsable.

**Infrastructure électrique au Ghana** Le SECO soutient le gouvernement ghanéen dans l'établissement d'un secteur performant de production électrique, avec l'extension du réseau à 80 villages. En outre, des mesures d'efficacité énergétique sont mises en place, notamment pour déceler les pertes d'électricité.

Un habitant du nord du Bangladesh achète une ration de riz pour sa famille. La nourriture n'est jamais bon marché pour ceux qui

doivent vivre avec moins d'un dollar par jour

---

The End of Plenty



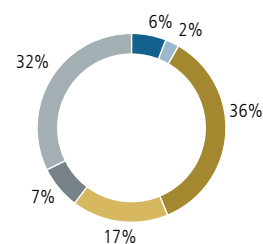
En Asie de l'Est, la croissance économique s'est maintenue à un niveau élevé en 2010, avoisinant 8%, malgré la crise financière. L'Indonésie, la Corée et surtout la Chine, puissance dominante, ont joué un rôle moteur à cet égard. Mais cette croissance a également renforcé les inégalités sociales.

Certes, la Chine, le Viet Nam, le Laos, la Mongolie, le Bhoutan et l'Indonésie ont enregistré des progrès vers la réalisation des OMD. Mais il reste beaucoup à faire, notamment dans le développement rural et la sécurité alimentaire, ou encore l'accès à l'éducation et à la santé, en particulier au Laos et au Viet Nam. Des gestions gouvernementales lacunaires, un mauvais approvisionnement de la population en biens publics et une participation citoyenne insuffisante empêchent la réduction pourtant nécessaire des inégalités. Une autre priorité de l'engagement suisse dans la région du Mékong concerne l'adaptation au changement climatique.

# Asie

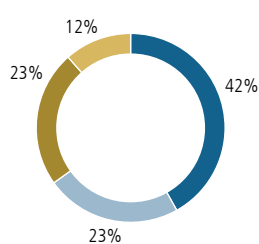
L'Asie connaît un développement à plusieurs vitesses: d'un côté une croissance économique dynamique et, de l'autre, une gestion gouvernementale lacunaire et une pauvreté étendue. Les inégalités se creusent et la surexploitation des ressources naturelles s'intensifie.

Asie: DDC répartition par thème 2010



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi/prévention des conflits)
- Aide humanitaire

Asie: SECO répartition par thème 2010



- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce

Les conditions de vie, en particulier l'accès à l'éducation et à la santé, se sont globalement améliorées au Népal, en Inde, au Pakistan et au Bangladesh. Toutefois, l'Asie du Sud reste la région affichant le plus grand nombre d'habitants vivant avec moins de deux dollars par jour, avec 844 millions de personnes contre 458 millions en Afrique subsaharienne. La situation extrêmement fragile du Népal, de l'Afghanistan et du Pakistan exige des mesures particulières de prévention des conflits et de réduction des risques.

Le Bangladesh affiche d'un côté une croissance économique régulière d'environ 6% par an, ainsi qu'une certaine stabilité politique mais, de l'autre côté, il est affecté par le manque de volonté de réforme, la corruption persistante et le développement laborieux et pourtant urgent des infrastructures. Les rôles des donateurs, de l'Etat, de la société civile et du secteur privé doivent être redéfinis.

Au Pakistan, la DDC a pu aider rapidement, et sans lourdeur bureaucratique, plusieurs milliers de personnes directement frappées par les inondations exceptionnelles de l'été 2010.

La sécurité reste le thème déterminant en Afghanistan comme au Pakistan. Malgré la dégradation de la situation dans ce domaine, en particulier dans la région frontalière de l'Hindou Kouch, les programmes prévus ont pu être mis en œuvre en quasi-totalité et de bons résultats ont été enregistrés.





## Développement rural

En 2010, la DDC s'est encore engagée en faveur du développement rural: la lutte contre la pauvreté porte ses fruits, avec une amélioration des revenus, et la DDC a contribué à une gestion gouvernementale plus transparente et plus efficace. Les femmes, les enfants et les membres des minorités figuraient au centre de ces mesures.

En Afghanistan, les boulangeries communautaires mises en place par Helvetas ont permis à plus de 1000 familles de réduire de manière significative leur charge de travail. Par ailleurs, 110 000 écoliers sont formés par quelque 4000 enseignants, et 42 000 enfants ont pu être menés au terme du cycle primaire.

Au Pakistan, les victimes des inondations ont été rapidement approvisionnées en eau potable, en nourriture et en produits d'hygiène, notamment dans la vallée de Swat. Malgré une situation initiale difficile, les conditions de vie de 25 000 familles, soit quelque 200 000 personnes, ont été durablement améliorées avec des progressions de 25% à 50% de leurs revenus.

Au Népal, la DDC a soutenu la construction de 177 ponts suspendus en apportant son expertise technique. Elle a ainsi facilité l'accès de 2.27 millions de personnes aux marchés locaux, à l'éducation et à la santé. Parallèlement, les populations rurales marginalisées, dont 57% de groupes défavorisés ou discriminés, ont perçu 6.5 millions de francs de revenus grâce à leur travail dans le bâtiment, et l'obtention d'un salaire minimal d'un dollar par jour leur a permis d'améliorer sensiblement leurs conditions de vie.

Au Bangladesh, la DDC est parvenue à lancer des projets à la portée considérable en engageant des fonds relativement limités grâce à la mobilisation de ressources externes. Le développement des chaînes de valeur dans l'agriculture a généré plus

de 200 000 nouveaux emplois dans de petites entreprises. Plus de 300 000 personnes ont été formées directement dans le cadre des projets soutenus par la DDC.

En Corée du Nord, les méthodes de lutte intégrée contre les insectes ravageurs mises au point au fil des ans ont affiché un excédent de rendement potentiel de plus de 40% pour la production de chou blanc, principal aliment local. Le gouvernement a alors passé des décrets nationaux en faveur de la lutte biologique contre les nuisibles. Et l'université agricole nationale a admis dans son cursus le programme d'étude ainsi développé conjointement avec la DDC.

Par ailleurs, la Mongolie a porté à 110% son autosuffisance en pommes de terre, contre 55% en 2004, grâce à de nouvelles espèces introduites avec le soutien de la Suisse. La collaboration avec 17 communautés de bergers, qui visait à mieux utiliser les pâturages grâce à la rotation des terres, à améliorer la compréhension de la protection des ressources naturelles et à faciliter la commercialisation de la viande, a généré un excédent de rendement total de plus de 1.2 million de francs. Un réseau avec le secteur privé est en cours d'établissement pour l'exportation de viande.

Au Viet Nam, un système d'observation pour la planification et la mise en œuvre des politiques agricoles a été mis en place dans deux provinces en collaboration avec le ministère de l'Agriculture. Grâce à des méthodes plus efficaces et au développement des soins vétérinaires dans les provinces, 5000 éleveurs gagnent déjà jusqu'à 80 dollars de plus par mois. Au Laos également, l'optimisation des élevages a contribué à augmenter les revenus. Le savoir-faire helvétique a permis d'améliorer le conseil en matière agricole, avec à la clé une progression annuelle de 150 dollars des revenus moyens par famille de paysans.

**La Mongolie a pu accroître son autosuffisance en pommes de terre, en la portant de 55% en 2004 à 110% aujourd'hui.**

**Protection des droits humains** La sécurité en Afghanistan s'est encore dégradée en 2010. Les violations des droits humains sont fréquentes et il n'existe concrètement aucun système juridique efficace pour protéger la population afghane. Dans ce contexte difficile de violences, l'Afghanistan Independent Human Rights Commission (AIHRC) s'efforce, avec le soutien de la DDC, d'établir les bases du respect des droits humains dans le pays. Avec des partenaires de la société civile et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'AIHRC est notamment parvenue à améliorer sensiblement les conditions de détention des prisonniers afghans, à réduire de plus de 30% les actes de torture et à faire libérer presque 400 personnes détenues illégalement. De même, l'AIHRC a également pu influencer l'adoption de quatre nouvelles lois nationales afin de limiter les discriminations à l'égard des femmes, des personnes défavorisées et des familles.

**Développement durable dans l'agriculture** La géographie de la Corée du Nord correspond pour plus de 70% à des zones de collines et de montagnes. Du fait d'une économie planifiée inefficace et du mauvais fonctionnement de la répartition alimentaire centralisée, ces régions sont parfois exploitées de manière intensive pour la production agroalimentaire, ce qui entraîne des phénomènes de déforestation et d'érosion des sols. Un projet soutenu par la DDC encourage la gestion écologique durable des terrains en pente. Les groupes d'utilisateurs formés en collaboration avec les autorités environnementales nord-coréennes et le World Agroforestry Centre font appel à des pratiques de culture et de sylviculture qui ne nuisent pas à l'environnement dans les terrains en pente, et peuvent disposer eux-mêmes des productions ainsi générées. La productivité et la diversité des produits cultivés ont pu être nettement accrues, ce qui a amélioré les conditions de vie de la population rurale.

## Gouvernance

Le Ministère de la justice d'Afghanistan a créé une unité de soutien aux droits humains. La collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a permis à la Suisse de s'engager fortement dans le domaine de la gouvernance malgré des moyens financiers modestes.

Au Népal, le rôle de la Suisse doit être repensé au vu du blocage politique et de la paralysie du processus de paix. Il est devenu plus difficile de concrétiser des activités au niveau gouvernemental, même si le conseil déjà établi et le développement des capacités pour les questions constitutionnelles sont toujours bien accueillis.

Suite aux expériences positives réalisées au Bhoutan, au Laos et au Viet Nam, la DDC a également pu faire profiter 1.4 million de mongols d'un accès considérablement facilité aux services de l'administration publique. L'introduction de «One-Stop-Shops» a réduit les délais de déplacement, d'attente et de traitement de 48% dans les meilleurs des cas. Désormais, différentes tâches administratives peuvent être accomplies dans des centres de services spécialement créés à cette fin dans un seul lieu.

Le Laos a réalisé ses premiers pas vers une gestion plus compétente du personnel, adoptant une stratégie de réforme gouvernementale. Dès aujourd'hui, 125 000 villageois de 21 districts bénéficient d'une participation renforcée grâce aux investissements du gouvernement dans les services de conseil ainsi que les systèmes de santé et d'éducation. Au Viet Nam, la DDC et le PNUD ont permis de procéder à une évaluation externe de la réforme administrative, dont les résultats doivent fournir des indications sur la solidité et l'efficacité de l'administration, ainsi que sur l'intérêt d'un tel processus. Les provinces de Hoa Binh et de Cao Bang témoignent clairement de la manière dont les communautés villageoises sont intégrées dans la planification et la mise en œuvre des investissements, puisque quelque 56 000 foyers ont participé à la réalisation de plus de 1500 petits investissements financés dans des villages.

## Aide humanitaire

Dès les premiers jours suivant les inondations exceptionnelles qui ont noyé un cinquième du Pakistan, l'aide humanitaire a lancé de premières mesures d'urgence, faisant parvenir de l'eau potable, de la nourriture et des produits d'hygiène à 20 000 victimes. Des couvertures synthétiques, des tentes, des matelas ainsi que des produits ménagers et hygiéniques ont été distribués à 2000 familles, et l'aide humanitaire a procédé à la désinfection ainsi qu'à la distribution d'eau potable dans différentes zones.

Par ailleurs, elle a mis sur pied un projet d'hébergement des victimes pendant l'hiver, consistant à verser un certain montant à des familles sans logement leur permettant de financer un toit pour s'abriter et

conserver leurs biens. De plus, des milliers de foyers ont bénéficié de matériaux pour reconstruire leur habitation.

Au Sri Lanka, l'aide humanitaire fournit une assistance à la reconstruction ainsi qu'une aide d'urgence aux victimes de déplacements internes. Une contribution à la Fondation suisse de déminage a permis de sécuriser et par conséquent de réhabiliter une zone de 9.5 km<sup>2</sup> dans neuf villages. Au total, 59 villages et 647 puits ont été débarrassés des mines et des munitions encore présentes. Le projet de construction de 300 logements de Maravanpulo (Jaffna) a abouti au retour et à l'intégration en toute sécurité de 1800 personnes. Et 500 autres familles ont pu profiter de projets visant à améliorer leurs revenus. La construction de deux écoles et la réparation de dix bâtiments scolaires détruits ont facilité l'accès à l'éducation pour les écoliers de Jaffna.

Au Myanmar, l'aide humanitaire a mis en œuvre une action directe de reconstruction de 15 écoles et refuges dans le delta de l'Irrawaddy après le passage du cyclone Nargis, en 2008. Ces bâtiments ont restauré l'accès de 2300 enfants à l'éducation et offrent une protection à la communauté en cas de catastrophe naturelle. En outre, l'aide humanitaire poursuit son assistance en faveur de 140 000 réfugiés du Myanmar en Thaïlande, proposant les services d'experts dans des domaines techniques et stratégiques.

En Corée du Nord, du lait en poudre suisse a été distribué dans des garderies et des centres de santé via le Programme alimentaire mondial (PAM). Cette action représente une mesure essentielle dans la lutte contre la malnutrition chronique des enfants, des femmes enceintes et des malades.

## Coopération et Développement économiques

En Indonésie, le SECO continue de soutenir le processus de réforme du système des finances publiques. En 2010, les priorités concernaient les domaines de la budgétisation, de la planification des dépenses et de la surveillance, ainsi que de l'assistance aux réformes nationales de l'administration fiscale. En outre, le SECO a initié un programme de développement touristique durable de l'île de Florès, l'une des régions les plus pauvres de l'archipel. Les établissements locaux de promotion du tourisme aident à améliorer la mise en réseau des acteurs publics et privés qui, ensemble, offrent à cette île une meilleure présence sur le marché. L'un des groupes cibles est constitué par les visiteurs de l'île indonésienne de Bali, plus connue.

Au Viet Nam, le SECO participe à un programme d'amélioration du traitement des eaux usées dans trois villes du nord du pays. Grâce à une structure durable, l'assainissement et le traitement des eaux usées sont améliorés tout en réduisant la pollution des eaux de surface et de la nappe phréatique. Par ailleurs, un projet de promotion des énergies renouvelables bénéficie d'un soutien en association avec la Banque mondiale.

Dans le secteur financier vietnamien, le SECO a apporté son assistance à des mesures de gestion durable des finances publiques et au développement d'une stratégie bancaire. Un projet visant à encourager la protection de la propriété intellectuelle a, de même, grandement contribué à rendre la législation du Viet Nam compatible avec les principes de l'OMC, ainsi qu'à renforcer les compétences des autorités pour les amener au niveau des instances internationales. Le centre de production propre vietnamien a pu s'imposer sur le marché en tant que prestataire de services durables pour les petites et moyennes entreprises. |

**Au Viet Nam, le SECO contribue à l'assainissement et au traitement des eaux usées afin de réduire la pollution des eaux de surface et de la nappe phréatique.**



**Entrepreneuriat transparent** Le projet **Business Registration Reform**, lancé en octobre 2010 par le SECO, vise à promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et l'investissement du secteur privé au Viet Nam. Un registre du commerce national a d'abord été mis en place. Le projet vise ensuite à rendre les informations juridiques des entreprises, telles que les rapports financiers, accessibles au public sur Internet.



La transformation des forêts en surfaces cultivables permet d'accroître la production agricole, mais le prix environnemental à payer est élevé (incendies dans la forêt

tropicale brésilienne de l'Etat fédéral du Mato Grosso).

---

The End of Plenty

La croissance économique de l'Amérique latine a atteint plus de 4% au second semestre 2010, soit plus que la moyenne mondiale de 3.9%. Mais en dépit d'une évolution économique positive, la région affiche toujours le plus haut niveau de déséquilibre social au monde. Les différents succès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté ne doivent pas dissimuler le fait que 30% de la population du continent est considérée comme pauvre, avec un revenu de moins de deux dollars par jour.

Les pays andins (Bolivie et Pérou) ainsi que l'Amérique centrale demeurent les régions prioritaires de la coopération suisse au développement. Un programme spécial est mis en œuvre à Cuba, tandis que celui du Pérou est progressivement transformé. A compter de 2012, la coopération se concentrera sur deux priorités mondiales que sont le climat et l'eau. Parallèlement, le SECO a entamé la mise en place du programme de coopération économique au développement avec le Pérou et la Colombie.

Après le séisme qui a dévasté Haïti en janvier 2010, le Conseil fédéral a mandaté la DDC pour élaborer un programme spécial de reconstruction et, à moyen terme, de développement de ce pays frappé par les crises. En mars 2010, le Conseil fédéral a approuvé le renforcement de l'engagement de la DDC en Haïti.

**Au Nicaragua et au Honduras, des mesures de formation ont permis à plus de 67 000 personnes, dont 28 000 femmes, d'établir de petites et moyennes entreprises de production et d'améliorer leurs revenus.**

## Amérique latine

L'Amérique latine a mieux surmonté la crise économique et financière mondiale que d'autres régions du globe. Cependant, la pauvreté étendue et les importantes inégalités sociales recèlent un potentiel de conflits. Par ailleurs, les catastrophes naturelles ont affecté certains pays, en particulier Haïti.

En Amérique latine, la DDC intervient dans les domaines prioritaires de l'emploi et des revenus, des ressources naturelles, du développement rural et de la promotion d'une bonne gestion gouvernementale. La question de l'égalité entre hommes et femmes constitue un thème transversal ancré dans chaque projet ou programme. La coopération avec les pays d'Amérique latine devenus plus stables sur le plan politique s'attache en particulier à une exploitation optimale des synergies entre les intérêts des politiques extérieure et de développement. Les processus de décentralisation qu'accompagne la Suisse suscitent une demande croissante pour un renforcement de la participation citoyenne.



### Emploi et revenus

L'engagement de longue haleine de la DDC en matière de formation professionnelle se révèle de plus en plus payant. Au Nicaragua et au Honduras, les mesures de formation initiées par la Suisse ont permis à plus



de 67 000 personnes, dont 28 000 femmes, de créer de petites et moyennes entreprises de production et d'améliorer leurs revenus grâce à la création de valeur ajoutée. De par la formation continue en matière de finances, les femmes ont développé un fort esprit d'entreprise et nombre d'entre elles se sont engagées dans le petit artisanat. En Bolivie, les formations de la DDC en faveur de l'entreprenariat ont permis à 12 000 exploitants d'accroître leur productivité et d'améliorer leur compétitivité sur le marché. Des mesures similaires doivent être appliquées à l'avenir dans d'autres régions du pays.

A Cuba, le programme de la DDC pour le développement économique a pris une grande importance lorsque le service public a licencié plus d'un million d'employés: le programme soutient activement de nombreuses personnes dans la recherche de nouvelles possibilités d'emploi et d'activité lucrative, en particulier dans l'agriculture.

### Ressources naturelles

Les silos métalliques pour améliorer le stockage et la conservation du maïs et des haricots, qui rencontrent un franc succès en Amérique latine, sont désormais introduits en Tanzanie, pays prioritaire pour la DDC en

Afrique. A Cuba, une enquête sur le programme suisse d'aide agricole a montré que les familles de cultivateurs impliqués avaient pu accroître leur production de haricots, de maïs et de riz de 53% en moyenne entre 2007 et 2010, ce qui représente une contribution importante à la sécurité alimentaire de la région. En Bolivie, près de 2000 hectares de forêts répartis sur quatre communes des hauts plateaux ont été protégés via le programme de la DDC et 7200 espèces végétales locales ont été replantées, renforçant ainsi la biodiversité du pays. Les connaissances et la sensibilité de la population en matière de préservation des ressources naturelles ont été améliorées, grâce notamment au rôle positif important joué par les coutumes et usages locaux dans l'approche de la nature.

### Développement rural et gestion gouvernementale

Dans les pays andins, des centaines de milliers d'habitants des zones rurales n'ont pas encore accès à un système juridique formel. La Suisse a donc lancé dans quatre provinces de l'arrière-pays péruvien un programme de promotion du système juridique et judiciaire rural, dans l'optique d'y améliorer l'accès aux tribunaux et de former des juges de paix pour la résolution des conflits sociaux dans les communes. Après cinq années de fonctionnement, des résultats encourageants ont été réalisés en 2010: 2500 juges de paix ont été formés afin d'assurer l'accès de plus de 150 000 habitants des quatre provinces au système judiciaire formel. Les expériences réalisées avec le programme suisse en matière de justice communale ont eu des répercussions directes sur la législation nationale. Ainsi, le gouvernement péruvien a adopté en 2010 une loi visant à assurer l'accès de la population rurale à la justice locale et à lui permettre de résoudre les conflits sociaux au niveau des communes. En Bolivie, une plateforme appréciée de tous a été constituée à l'initiative de la Suisse afin d'établir un lien entre les

**2500 juges de paix ont été formés afin d'assurer l'accès de plus de 150 000 personnes au système judiciaire formel.**



populations indigènes et les juridictions nationales formelles. La Suisse a ainsi apporté une contribution essentielle à la promotion de la démocratie et d'une culture citoyenne dans le pays, ce qui doit également garantir le respect des droits des indigènes.

En Bolivie, une plateforme a été formée à l'initiative de la DDC en 2009, composée d'agriculteurs, d'instituts de recherche universitaire et de l'organisation étatique de recherche en agronomie et sylviculture créée en 2006. Son objectif consiste à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la qualité de vie des populations rurales des quatre provinces du pays. Une espèce de pêcher biologique à maturité précoce a notamment été cultivée au travers d'essais communs, ce qui a permis de prolonger la période de commercialisation des fruits. Plus de 2500 familles de paysans ont ainsi pu accroître leurs revenus et bénéficier d'une alimentation plus saine, tandis que les migrations internes d'agriculteurs vers les villes environnantes ont diminué de manière décisive. En outre, une espèce de haricot offrant un bon taux de fer a été développée et permet d'améliorer à la fois le rendement des récoltes de quelque 900 cultivateurs et la santé de la population rurale.

## Aide humanitaire

Les activités de l'aide humanitaire se sont concentrées sur Haïti, dévasté le 12 janvier 2010 par un séisme qui a atteint la magnitude 7 sur l'échelle de Richter, et dont l'épicentre se trouvait à proximité de la capitale Port-au-Prince. Plus de 220 000 personnes ont perdu la vie, 300 000 ont été blessées et environ 1.5 million ont perdu leur toit. Au total, l'aide humanitaire a apporté 155 tonnes de produits d'urgence aux victimes du tremblement de terre. Plus de 110 experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) spécialisés dans la médecine, l'eau et l'assainissement ou encore l'hébergement d'urgence ont été envoyés dans la zone touchée. Ces efforts constituent la plus grande action de secours d'urgence dans l'histoire de l'aide humanitaire.

Pendant les trois mois qui ont suivi la catastrophe, l'équipe médicale suisse a soigné plus de 800 patients, sauvé de nombreuses vies grâce à 620 interventions chirurgicales, assisté 300 naissances et suivi des centaines d'enfants. Des matériaux de construction ont permis à la population de construire des abris de fortune pour 2000 familles. Et grâce à la réhabilitation de 50 unités de distribution d'eau potable, celle-ci a été disponible pendant trois mois en libre accès pour 50 000 habitants de la capitale. Au niveau multilatéral, l'aide humanitaire a d'abord mis plus de 3.5 millions de francs ainsi que des spécialistes des secours d'urgence à la disposition du CICR, du PAM et du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

En juillet 2010, la DDC a ouvert un centre de compétences pour la reconstruction, qui doit proposer une aide technique et des formations, ainsi

que faciliter la coordination entre les nombreux programmes de reconstruction. La DDC a été la seule organisation à obtenir l'autorisation du ministère de l'Éducation pour la construction de deux écoles publiques permanentes. Les travaux de ces bâtiments modèles destinés à 1450 écoliers ont débuté fin 2010. L'aide humanitaire a réagi au défi supplémentaire soulevé par l'épidémie de choléra en engageant des experts, des fonds et des produits médicaux, et notamment en soutenant les autorités responsables de l'eau, les activités des ONG suisses et l'Hôpital Albert Schweizer.

En Colombie, le conflit interne a entraîné le déplacement de quelque quatre millions de personnes. La DDC a maintenu son assistance aux victimes de ce conflit armé et travaille en étroite collaboration avec des organisations internationales (CICR, HCR, PAM, OCHA), des œuvres caritatives et le programme gouvernemental de sensibilisation au problème des mines afin d'améliorer la protection de la population civile.

**Haïti a figuré au centre des activités de l'aide humanitaire.**

### Amélioration de l'accès aux services financiers

**L'amélioration de l'accès au microcrédit et à d'autres services financiers dans le secteur des assurances représente de plus en plus la clé pour garantir les moyens d'existence des populations pauvres du Nicaragua et du Honduras. A cet égard, les établissements de microfinance soutenus par la DDC jouent un rôle central, en particulier pour les femmes. Entre 2009 et 2010, 149 000 habitants du Nicaragua ont pu accroître leurs revenus de 75% en moyenne grâce au crédit. Au Honduras, 152 000 clients ont bénéficié d'une augmentation de revenus de 60%. Et dans les deux pays, près de 66 000 petites entreprises sont parvenues à améliorer leur valeur ajoutée et à augmenter ainsi leur chiffre d'affaires. Les revenus supplémentaires ainsi générés ont été utilisés, justificatifs à l'appui, pour l'éducation des enfants, l'achat de terres agricoles et l'amélioration de la prévoyance en matière de santé.**

## Coopération et Développement économiques

En Colombie, le SECO soutient depuis 2009 le processus de décentralisation, le commerce durable et le transfert de technologies environnementales et de protection du climat. En 2010, ses priorités concernaient les mesures d'accompagnement de l'accord de libre-échange avec l'AELE, la promotion d'un environnement commercial favorable à l'économie privée et la modernisation des infrastructures, en particulier

du réseau national de mesures environnementales. A cette fin, un nouveau projet d'alerte précoce pour les événements météorologiques a été mis sur pied, les orages dévastateurs de 2010 ayant souligné l'importance d'une telle démarche.

Afin de permettre à la Colombie de mieux tirer parti de l'accord bilatéral de libre-échange, le SECO a fait appel au Swiss Import Promotion Programme (SIPPO) et à l'agence colombienne des exportations ProExport pour réaliser cinq études de marché dans les secteurs prometteurs des logiciels, de l'habillement, de l'agro-alimentaire de transformation, des soins cosmétiques et des produits biologiques. En collaboration avec l'Organisation internationale du travail, il a lancé le

programme SCORE qui aide les petites et moyennes entreprises colombiennes du secteur du textile à améliorer leurs conditions de travail. Avec des collaborateurs et collaboratrices plus motivés, les sociétés exportatrices affichent une meilleure compétitivité.

Au Pérou, le SECO a renforcé les prestataires de services locaux pour l'exportation et soutenu le négoce en produits de la biodiversité. C'est ainsi que la «noix inca» sachá inchi, riche en acides gras oméga 3 et 6, a pu jouir d'une popularité croissante en Suisse. Par ailleurs, le SECO a permis l'élaboration d'un guide pour l'exportation des produits péruviens en Suisse, ainsi que la mise en place de plateformes de partenariats public/privé pour la promotion du secteur touristique. Outre les mesures d'accompagnement de l'accord de libre-échange, la Suisse a également soutenu divers programmes de conseil et de formation dans le secteur financier.

Grâce à l'engagement du SECO, le Guatemala dispose du système de coordonnées le plus moderne d'Amérique latine. En 2010, un projet de constitution de cadastre a été poursuivi avec succès, et des cours ont été proposés pour l'accréditation de géomètres officiels. Un système de gestion communale des données territoriales est en cours de développement, afin de servir à l'avenir de base d'information pour la collecte des impôts fonciers. |

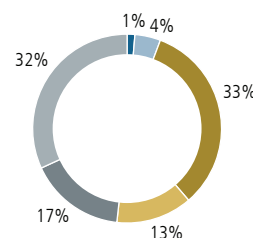
**Réduction des risques de catastrophes naturelles**

**Selon les observations de la compagnie de réassurance Munich Ré, le continent américain est le plus touché par les catastrophes naturelles, avec 365 événements enregistrés. Les séismes, mais également et surtout les fortes pluies ainsi que les inondations et glissements de terrain qui en découlent, n'ont cessé de frapper les pays d'Amérique latine. L'aide humanitaire soutient des projets en Amérique centrale, dans les Caraïbes et dans les pays andins afin d'améliorer la prévention et la préparation de la population aux éventuelles catastrophes naturelles. Les mesures en question portent sur la construction antisismique, l'aide à la population et aux autorités pour l'analyse des risques et la définition de mesures de protection, ainsi que l'assistance en matière de formation initiale et continue des organisations de secours. Les experts estiment que le budget actuel de 10 millions de francs pour la réduction des risques naturels permettra de diminuer les dégâts annuels de 40 à 70 millions de francs.**

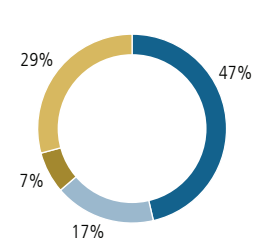
**Succès du conseil environnemental à Medellín**

**Le centre de production propre de Medellín, que soutient le SECO, fonctionne aujourd'hui comme une institution autonome employant plus de vingt collaborateurs et offrant des services spécialisés de conseil environnemental tels que programmes d'économie d'énergie et de ressources, marché aux déchets en ligne, analyses du cycle de vie ou projets de protection du climat. Le centre aborde également des thèmes novateurs comme la réduction de l'empreinte sur l'eau (water footprint) dans l'industrie colombienne.**

**Amérique latine: DDC répartition par thème 2010**



**Amérique latine: SECO répartition par thème 2010**



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi/prévention des conflits)
- Aide humanitaire
- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce



Un repas du soir frugal pour les sept membres de la famille Tolentino, dans un village près de Manille (Philippines). Plus de deux tiers des

revenus familiaux servent à l'achat de nourriture.

---

The End of Plenty



## Europe de l'Est et CEI

Les pays des Balkans occidentaux poursuivent leur chemin en direction de l'UE. Une profonde récession a frappé plusieurs Etats de la CEI en 2010, alors que l'Asie centrale fait face à un avenir incertain du fait de conflits armés et d'instabilité politique.

La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est comprend l'aide à la transition dans les Balkans occidentaux et dans les Etats de l'ancienne Union soviétique, ainsi que la contribution à l'élargissement au profit des nouveaux Etats membres de l'UE. L'aide suisse à la transition soutient les pays dans leur transformation en systèmes orientés vers l'Etat de droit, le pluralisme et l'économie de marché. Au sein de la CEI, la coopération avec l'Europe de l'Est vise également une réduction de la pauvreté, qui touche entre le tiers et la moitié de la population des pays concernés. Avec la contribution à l'élargissement, la Suisse participe à la réduction des inégalités sociales et économiques dans l'Union européenne élargie, cette coopération pouvant faciliter le développement de la relation de confiance entre la Suisse et les nouveaux Etats membres de l'UE. En outre, les programmes mis en œuvre ouvrent également de nouvelles perspectives pour le secteur privé helvétique.

Les Etats de la CEI ont été lourdement affectés par la crise financière et économique de 2008/2009, avec notamment une chute des transferts d'argent des émigrés pendant et après la crise. Par ailleurs, plusieurs pays ont subi de lourdes récessions en 2009 et en 2010.

Même si la situation s'est légèrement améliorée pendant l'année 2010, la réduction des budgets publics et l'effondrement des revenus des ménages restent des sources d'inquiétude. La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est a contribué à atténuer l'impact négatif de la crise, en particulier concernant les couches les plus fragiles de la population.

En 2010, elle a dû faire face à des défis de taille avec une instabilité croissante au Tadjikistan et des conflits armés au Kirghizistan.

### Balkans occidentaux / aide à la transition

#### Etat de droit et démocratie

La promotion de l'Etat de droit et de la démocratie constitue un élément clé du soutien au processus de transition politique dans les Balkans occidentaux. De par sa tradition de démocratie directe, la Suisse est bien placée pour accompagner efficacement de tels processus. Des services communaux de qualité et accessibles à tous, de même que la possibilité de participer à la vie politique, influencent directement le bien-être de la population. C'est pourquoi la DDC

a investi près de la moitié des fonds disponibles, ces dernières années, dans la promotion de l'Etat de droit et de la démocratie. Ces investissements revêtent également une grande importance du point de vue de l'intégration européenne des Balkans occidentaux. En effet, la poursuite de ce processus dépend notamment du respect des normes de bonne gouvernance, tant sur le plan national que local.

## Renforcement des communes et des gouvernements locaux

Le renforcement institutionnel des associations de communes permet aux villes et villages de représenter leurs intérêts de manière plus efficace face aux gouvernements centraux. En outre, des programmes d'optimisation administrative contribuent à améliorer les services fournis par les gouvernements locaux à la population, en tenant compte des possibilités de participation à la vie politique.

Suite à la crise économique et financière, les gouvernements centraux des Balkans occidentaux ont réduit de manière parfois drastique les transferts budgétaires aux instances locales. En Serbie et en Macédoine, les associations de communes sont parvenues à briser cette tendance grâce à une représentation efficace de leurs intérêts. Et au Kosovo, elles ont pu accroître sensiblement les recettes des cotisations de leurs membres, ce qui témoigne d'une reconnaissance à l'égard du niveau de qualité de leurs prestations. En Bosnie-Herzégovine, 20% des communes ont commencé à appliquer une méthode de planification pour mettre leurs prestations de services en conformité

avec l'UE. En Albanie, six communes ont commencé à mettre en œuvre des plans de développement local qui, pour la première fois, ont été préalablement adoptés par les autorités régionales. En Macédoine, la pratique des forums communaux dans l'optique d'une participation citoyenne est entrée dans les statuts de 25 localités, et 24 autres communes prévoient d'en faire autant.

## Emploi et revenus

En 2010, plusieurs programmes ont encore été appliqués afin d'améliorer les perspectives d'emploi et de revenus de certains groupes de population défavorisés sur différents marchés. Mais c'est surtout la problématique du chômage des jeunes qui est revenue au premier plan l'année dernière. Ces prochaines années, des approches innovantes doivent notamment permettre une harmonisation entre formation professionnelle et qualification d'une part, et demande du marché du travail d'autre part.

En Albanie, la Suisse participe au développement du système national de formation professionnelle dans l'optique de le réformer à différents niveaux. Cela comprend l'orientation des cursus vers les besoins du marché du travail, la gestion de la qualité des matières proposées, la coopération avec tous les représentants intéressés des écoles, du gouvernement et de l'économie ainsi que la prise en compte des besoins des groupes marginalisés. Les activités soutenues par la Suisse couvrent notamment tout le champ professionnel des techniques de chauffage, de ventilation et d'assainissement en Albanie. Ce cursus, développé par

**La promotion de l'Etat de droit et de la démocratie constitue un élément clé du soutien au processus de transition politique dans les Balkans occidentaux.**



les services albanais de formation professionnelle en collaboration avec les partenaires de projet, met l'accent sur un contact régulier avec les sociétés concernées, des programmes appropriés, un équipement moderne et un personnel enseignant qualifié. Durant l'année scolaire 2009/2010, 300 étudiants se sont à nouveau inscrits à ce cursus au sein de dix établissements de formation professionnelle. A la fin du projet, près de 12% de tous les Albanais en formation professionnelle financeront ainsi leur cycle de formation de quatre ans.

**Dans les villes de Samarcande et de Boukhara, en Ouzbékistan, de nouveaux systèmes de pompage ont permis de réduire les coûts énergétiques de 15% et de garantir un approvisionnement permanent en eau.**

### Coopération économique

Le financement des infrastructures dans les domaines de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement constitue la priorité de l'engagement du SECO en Europe de l'Est. En Macédoine, le programme portant sur le thème de l'eau a été complété en 2010 par des activités transfrontalières de traitement des eaux et par un projet de gestion d'un bassin hydrographique. Ces projets aident la Macédoine à mettre en œuvre les normes environnementales de l'UE, et par conséquent à remplir les conditions cadres pour une future adhésion à l'Union européenne.

En Serbie, le SECO a financé une étude de faisabilité pour une centrale biomasse, qui déterminera entre autres l'origine et la disponibilité des ressources biologiques nécessaires. Parallèlement ont été identifiées des technologies qui permettront d'alimenter les bâtiments environnants en électricité et en chauffage.

## Communauté des Etats indépendants / aide à la transition

### Emploi et revenus

En 1990, l'Arménie a été la première des anciennes républiques soviétiques à adopter une loi de privatisation des terres, faisant passer les terrains agricoles de la propriété publique aux mains du privé. Lorsque les grands Kolkhozes étatiques ont été remplacés par de petits exploitants, leurs infrastructures ont commencé à se délabrer et les canaux de débouchés des produits agricoles ont disparu, en même temps que d'importants services tels que le suivi vétérinaire. De ce fait, l'agriculture arménienne est aujourd'hui orientée vers la satisfaction des besoins nationaux et n'est pas suffisamment intégrée au marché.

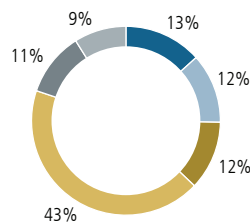
Dans la région de Syunik, dans le sud-est du pays, la DDC aide à résoudre ces problèmes en facilitant l'accès des cultivateurs au marché et en apprenant aux acteurs de ce dernier à jouer leur rôle avec une plus grande efficacité. Ces activités concentrées sur le lait, les fruits et les légumes couvrent l'ensemble de la chaîne de création de valeur, de la production au marché.

### Ressources naturelles

Fin 2010, le projet de développement sylvicole mis en place dans les Carpates par la Suisse et l'Ukraine s'est terminé par un succès. Au cours des sept dernières années, cet engagement de la DDC a grandement contribué à l'exploitation durable des forêts, ce qui permet aux habitants de la région de profiter de plus en plus des ressources naturelles locales. Aujourd'hui, la législation ukrainienne exige que les forêts fassent l'objet de coupes sélectives et soient gérées dans le respect de la nature. Le projet de développement sylvicole a étroitement collaboré à différents niveaux avec divers établissements d'enseignement et avec les autorités compétentes afin de garantir l'application des connaissances modernes de la sylviculture dans le travail quotidien des agents forestiers et des autres protagonistes de cette activité.

En outre, le projet a généré une sensibilité dans le sens d'une plus grande implication de la population locale dans la planification sylvicole. La construction d'un sentier de randonnée a représenté la première étape vers un tourisme doux et écologique dans les Carpates ukrainiennes. Enfin, une analyse de la concentration du secteur forestier réalisée dans le cadre du projet a conduit à quelques initiatives privées prometteuses, avec notamment des créations d'emploi dans le domaine de la production de meubles.

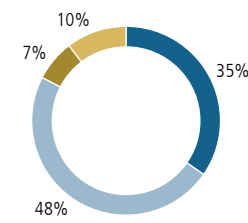
Europe de l'Est/CEI: DDC répartition par thème 2010<sup>1</sup>



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi/prévention des conflits)
- Aide humanitaire

<sup>1</sup> Sans contribution à l'élargissement de l'UE

Europe de l'Est/CEI: SECO répartition par thème 2010<sup>1</sup>



- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce

<sup>1</sup> Sans contribution à l'élargissement de l'UE

## Coopération économique

Dans les Etats de la CEI, le SECO s'est concentré sur le financement des infrastructures dans les domaines de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement. En 2010, une attention particulière a été accordée à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et au renforcement économique des services publics. La réduction des pertes en électricité et en eau a contribué au développement économique et social des pays partenaires.

Dans les villes de Samarcande et de Boukhara, en Ouzbékistan, un important projet a été mené à bien dans le domaine de l'eau. Grâce à de nouveaux systèmes de pompage, les coûts énergétiques ont été réduits de 15% et un approvisionnement permanent en eau a été garanti. Un contrat de services a permis d'établir clairement les compétences des autorités nationales responsables de l'eau et des compagnies assurant l'approvisionnement des villes. D'autres projets dans le domaine de l'eau sont en cours en Asie centrale, notamment au Sud-Kirghizistan.

En matière d'assistance macroéconomique, un nouveau partenariat a été lancé avec le Fonds monétaire international (FMI) afin d'apporter un savoir-faire technique à divers Etats de la CEI et des Balkans. Les projets concernés visent à améliorer les systèmes de finances publiques et à développer le marché financier dans ces pays.

Le SECO a également conduit les mesures d'assistance régionale dans l'optique de favoriser un environnement plus propice aux entreprises. Et une étude réalisée en Azerbaïdjan a confirmé les économies considérables du secteur privé permises par la procédure simplifiée de création d'entreprise. Par ailleurs, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont enregistré des progrès en matière de réforme de l'imposition et des inspections, ainsi que du conseil local aux entreprises.

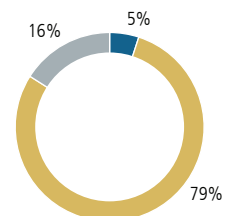
## Europe centrale et pays baltes / contribution suisse à l'élargissement

En Hongrie, la Suisse a participé à quatre projets d'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau, qui affichent 50 à 60 ans d'ancienneté ainsi qu'une grande quantité de conduites composées d'amiante-ciment et de fonte. Plus de 200 000 habitants profiteront d'un meilleur accès au réseau d'approvisionnement et d'une meilleure qualité de l'eau. L'assainissement et le remplacement des vieilles conduites principales d'eau permettront de diminuer le nombre de ruptures de tuyaux afin de limiter les coûts d'entretien et d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement.

La mise en œuvre de la contribution à l'élargissement dans les dix pays qui ont intégré l'Union européenne en 2004 se déroule comme prévu. Le processus d'approbation a été clôturé pour Malte et Chypre et des progrès importants ont été réalisés au niveau des autres pays. Jusqu'à fin 2010, la Suisse a approuvé 82 projets définitifs et 68 propositions supplémentaires dans le cadre de la contribution à l'élargissement, pour un montant total de 788 millions de francs.

Depuis 2009, la Suisse soutient également la Roumanie et la Bulgarie, qui ont adhéré à l'Union européenne en 2007. Un accord cadre a pu être conclu avec ces deux Etats en septembre 2010, et un premier projet a été approuvé dans chaque pays à la fin de l'année. |

### Absorption financière de la contribution à l'élargissement, état fin 2010



- Coûts d'administration pour la Suisse 2008 à 2017
- Projets approuvés à titre provisoire/à titre définitif
- Budget de projets restant à soumettre à autorisation

### Amélioration du système de transport scolaire

Dans le cadre du programme de coopération bilatéral, la Suisse a cofinancé 110 cars scolaires pour la Lettonie. Ces véhicules garantissent le bon fonctionnement du système de transport scolaire dans les zones rurales et défavorisées.





Des mains expertes séparent, dans l'Institut international de recherche sur le riz «Los Baños» (Philippines), les bonnes des mauvaises semences. De nombreux

gouvernements ont réduit leurs investissements dans l'agriculture. A tort?

---

The End of Plenty

Lors du sommet OMD qui s'est tenu à New York en septembre 2010, les Etats ont dressé le bilan de dix années de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans de nombreux pays, des progrès notables ont été réalisés et les OMD devraient être atteints d'ici à 2015. Mais les résultats obtenus sont répartis de manière inégale: les objectifs restent par exemple très éloignés dans les domaines de la mortalité maternelle et de l'environnement. Plus de 40 pays parmi les plus pauvres sont concernés par des conflits, des violences et de graves violations des droits humains.

Le sommet OMD a permis une analyse des problèmes de développement actuels, ainsi qu'un renouvellement de l'intérêt politique et de l'engagement en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réaliser les OMD. A cet égard, les institutions multilatérales constituent des acteurs incontournables.

La Suisse participe au financement des grandes agences multilatérales et des banques de développement, où elle siège au sein des organes de direction. Elle saisit cette occasion pour défendre les thèmes qui lui sont chers tels que la réalisation des OMD, avec un

**Le sommet OMD a permis une analyse des problèmes de développement actuels, ainsi qu'un renouvellement de l'intérêt politique et de l'engagement en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement.**

## Coopération multilatérale

La réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la résolution des défis mondiaux tels que le changement climatique sont incontournables pour les organisations multilatérales. La Suisse participe à leurs activités tant sur le plan des finances que du contenu. Elle aide à renforcer la collaboration entre la Banque mondiale et les Nations Unies durant et après les situations de crise.

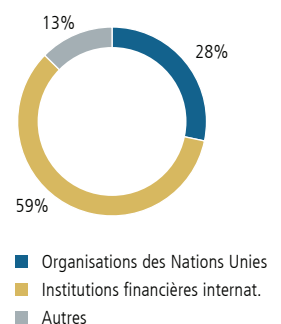
accent particulier sur la réduction de la pauvreté. La présidence de l'Assemblée générale de l'ONU pendant la période 2010/2011 permet à la Suisse d'accroître sa visibilité internationale.

Pour le sommet OMD, la Suisse a publié son deuxième Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre des objectifs, qui a été approuvé par le Conseil fédéral et peut être consulté sur le site Internet de la DDC.

### Innovations de l'ONU

Dans le but d'améliorer les conditions de vie et le respect des droits de la femme dans le monde entier, l'Assemblée générale de l'ONU a mis sur pied l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), qui fusionne quatre services différents de l'ONU. La Suisse a joué un rôle clé dans la négociation de l'accord de fondation d'ONU Femmes, qui a par exemple précisé le mandat et le fonctionnement de l'entité. ONU Femmes sera

APD multilatérale de la Suisse 2010



notamment compétente pour assurer l'intégration de la dimension de l'égalité des sexes dans le programme de développement de l'ONU. Ainsi, elle pourra contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment au travers de la diminution urgente de la mortalité maternelle.

**Energies renouvelables** Le SECO soutient un fonds d'investissement pour le climat administré par la Banque mondiale et qui vise à promouvoir les énergies renouvelables dans les pays à faibles revenus. Une combinaison d'initiatives publiques et privées doit permettre de surmonter les barrières, notamment économiques, et d'encourager les investissements privés dans les énergies renouvelables. Le fonds doit également démontrer que la croissance économique et le développement sont conciliables avec ces sources d'énergie. En tant que membre du groupe de pilotage, le SECO peut influencer les décisions du fonds de manière déterminante.

Avec le cadre d'accélération de la réalisation des OMD, le PNUD a créé un nouvel instrument de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire. Cette initiative effectuée en collaboration avec les autorités nationales permet d'analyser les défis présents dans 50 pays et d'identifier des approches réalistes en vue d'une réalisation accélérée des OMD.

### **Les banques de développement renforcent leur engagement**

La Banque mondiale a utilisé le sommet OMD de New York pour présenter ses efforts en vue de la réalisation des huit Objectifs du Millénaire pour le développement. L'institution souhaite renforcer son engagement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Dans le premier, la Banque mondiale se concentrera sur 35 pays d'Asie du Sud et de l'Est ainsi que d'Afrique subsaharienne, où les taux de natalité élevés, combinés à la malnutrition des mères et des

enfants, soulèvent des défis de taille. En matière d'éducation, la Banque mondiale entend accroître ses fonds et mettre l'accent sur les pays qui risquent d'avoir du mal à réaliser les OMD dans ce domaine d'ici à 2015. Et concernant l'agriculture, elle prévoit de doubler ses moyens.

En 2010, la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) a atteint un niveau record de près de 50 milliards de dollars. La Banque mondiale désire utiliser ces fonds pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la croissance dans les pays les plus pauvres. Elle renforcera son engagement dans les pays fragiles, ainsi que dans la lutte contre les effets négatifs du changement climatique sur les pays en développement.

Suite à la crise économique et financière, le groupe de la Banque mondiale ainsi que les banques multilatérales de développement ont décidé d'augmenter leur capital. Les banques de développement attribuent une importance particulière au renforcement de la promotion du secteur privé.

### **Fonds de partenariat de la Banque mondiale et de l'ONU**

La Suisse a lancé un fonds de promotion visant à promouvoir la coopération entre la Banque mondiale et les agences de l'ONU pendant et après les situations de crise, afin d'identifier dans certains pays des possibilités de partenariat entre les activités souvent complémentaires des Nations Unies et de la Banque mondiale. Les résultats attendus portent sur des programmes formulés de manière plus précise, un dialogue renforcé du point de vue stratégique et opérationnel, une meilleure compréhension des différents mandats et la mise au point d'instruments facilitant la coopération sur place. |





Des travailleurs de la région fertile du Punjab, en Inde, apportent un gigantesque chargement de foin à la ferme. La culture d'espèces à bon

rendement, l'irrigation et la subvention des engrais ont aidé l'Inde à lutter contre la faim. La dégradation des sols et l'épuisement des eaux

souterraines posent cependant de gros problèmes environnementaux.

The End of Plenty

## Thèmes globaux

Les changements environnementaux, la raréfaction des ressources naturelles, la pénurie en eau, les pandémies, les mouvements migratoires ou les distorsions du système de commerce mondial influencent le bien-être des populations dans tous les pays, riches et pauvres. La Suisse contribue activement à rechercher des solutions à toutes ces questions.



La pauvreté trouve ses racines dans des facteurs locaux, régionaux et mondiaux. Les risques actuels pour le développement et la prospérité ne connaissent généralement pas de frontière, et affectent en particulier les pays dénués de perspectives de croissance. La DDC réagit à l'évolution du contexte de la politique de développement au travers de quatre programmes mondiaux dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire, des migrations et de l'eau. En étroite collaboration avec des organisations internationales, des instituts de formation et de recherche ainsi que des pays partenaires, elle élabore et applique des solutions en faveur d'un développement durable à l'échelle mondiale. Le SECO apporte des contributions en ce qui concerne le changement climatique et la gouvernance économique, tout en soutenant des initiatives qui se rapportent à l'eau et aux migrations.

### Changement climatique

Le changement climatique rapide entraîne notamment une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes tels que sécheresses et inondations. Ses conséquences concernent en particulier les pays et les couches de population les plus pauvres. Ces dernières vivent souvent dans des espaces ruraux ou urbains directement soumis aux événements climatiques extrêmes.

Selon les prévisions, les émissions mondiales de gaz à effet de serre causées par la pression croissante sur les ressources énergétiques et naturelles affecteront à plus de 70% les pays émergents et en développement au cours de la prochaine décennie. Le programme global Changement climatique de la DDC travaille avec l'Inde, le Pérou, l'Afrique du Sud et la Chine à l'élaboration de solutions mondiales, régionales et locales afin d'atténuer le changement climatique et de faciliter l'adaptation à celui-ci.

En Inde, la DDC a initié en 2010 un dialogue politique national sur les mesures climatiques. Un nouveau projet encourage la diffusion d'un système décentralisé novateur pour l'approvisionnement énergétique à partir de la biomasse. Dans l'Etat fédéral du Sikkim, la DDC soutient depuis 2010 l'agence nationale pour les énergies renouvelables afin de mettre en place une nouvelle unité de promotion des petites centrales hydroélectriques. En outre, une plateforme

a été mise en place dans le secteur énergétique indien dans le but de diffuser auprès des PME des processus de production efficaces sur le plan énergétique. Les petites et moyennes entreprises soutenues par le partenaire local de la DDC ont pu réduire la part des particules et gaz nocifs pour la santé dans leurs émissions, et diminuer leur production de CO<sub>2</sub> de plus de 70 000 tonnes.

Au Pérou, en Afrique du Sud et en Chine, les succès et expériences enregistrés avec la population locale, les autorités et les petites entreprises dans le domaine climatique ont conduit à un dialogue politique local, national et régional avec les pays voisins. En décembre 2010, les représentants du Pérou et de l'Inde ont présenté les principaux éléments de leur programme lors de la Conférence de l'ONU sur le climat à Cancún (Mexique). Au Pérou, 1600 familles provenant de 36 collectivités ont appliqué des mesures agricoles d'adaptation et de prévention contre les catastrophes naturelles. Ces expériences ont déjà abouti à l'élaboration de plusieurs plans régionaux d'adaptation climatique. En 2010, le programme d'efficacité énergétique pour la production de briques en Amérique latine a commencé à rendre les technologies développées au Pérou accessibles aux entreprises artisanales similaires d'Argentine, du Brésil, de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur et du Mexique.

En Afrique du Sud et en Chine, la DDC a soutenu en 2010 les activités d'adaptation ainsi que les mesures de promotion de l'efficacité énergétique et de la protection de l'air, mais également les systèmes de suivi en matière de politique énergétique.

Parallèlement, le SECO a aidé des villes d'Afrique du Sud et de Tanzanie à établir des structures administratives et à constituer un savoir-faire local afin d'utiliser des technologies modernes propres dans les domaines des transports publics, de l'éclairage et de la valorisation des déchets. Le soutien à différentes études préliminaires a ouvert la voie à des projets de protection du climat: mesure du vent au Kosovo, valorisation énergétique des déchets de poissons en Équateur, lampes solaires dans les régions rurales isolées d'Éthiopie ou encore pompes à eau solaires au Mali.

## Sécurité alimentaire

Alors que l'insécurité alimentaire continue d'influencer la vie quotidienne de près d'un milliard de personnes, la réforme de l'architecture mondiale de la sécurité alimentaire a été poursuivie en 2010 au sein de divers réseaux et institutions.

Un rapport indépendant mandaté par la DDC et le SECO (cf. encadré en page 5) montre que les fonds engagés par la Suisse dans le secteur agricole entre 2003 et 2008 ont été utilisés de manière efficace. Les mesures soutenues ont permis d'accroître la production et la productivité des exploitations familiales, d'améliorer les conditions cadres du négoce et aidé à optimiser les chaînes de création de valeur entre producteurs et consommateurs. Le rapport prouve

également que les financements bilatéraux et multilatéraux sont complémentaires en matière de sécurité alimentaire.

Au travers de son programme global Sécurité alimentaire, la DDC participe de manière ciblée à la lutte contre la faim et la pauvreté. Le programme soutient différentes initiatives de portée mondiale, telles que l'International Rice Research Consortium. Ce projet de partenariat public/privé favorise l'apprentissage transfrontalier et le partage de pratiques agricoles modernes. En 2010, il a transmis à plus de 125 000 cultivateurs d'Asie du Sud et de l'Est une technique d'irrigation permettant d'économiser jusqu'à 30% d'eau à rendement égal. Au Bangladesh, cette technique a entraîné une réduction des coûts de pompage de l'eau et de la consommation de carburants. Parallèlement, les paysans ont vu leurs bénéfices augmenter de 67 à 97 dollars par hectare. Cette technique d'irrigation, qui doit être étendue au cours des prochaines années, jouera un rôle clé dans la lutte contre la pénurie d'eau qui pourrait affecter 15 millions d'hectares de rizières d'ici à 2025.

## Migration

Les migrations internationales continuent de gagner en importance dans l'agenda politique mondial. On estime actuellement que 214 millions de personnes, soit 3.1% de la population mondiale, franchissent les frontières en quête d'un destin plus favorable.

En 2010, le programme global Migration et développement de la DDC a encore concrétisé son mandat, en mettant l'accent sur les migrations régulières et sur les effets positifs de la migration sur le développement.

Au Sri Lanka, la DDC soutient la mise en œuvre de la nouvelle loi nationale sur les mouvements migratoires liés au travail. Les migrants et leur famille restée au pays reçoivent entre autres une assistance juridique afin de favoriser une migration réussie. Par ailleurs, la DDC soutient des activités similaires au Népal et au Bangladesh.

Un autre projet doit aider treize pays du Moyen-Orient et d'Afrique subsaharienne dans leurs efforts visant à faire revenir au pays des travailleurs spécialisés de la diaspora et à créer une motivation économique en faveur des transferts d'argent et des investissements.

Les contributions au Forum mondial sur la migration et le développement ont été augmentées, notamment via la coprésidence d'une table ronde sur les conséquences de la migration pour le développement économique et social ainsi que la codirection d'un groupe de travail sur la cohérence politique et la recherche. Le Forum mondial encourage l'échange et la coopération entre les États et les autres acteurs dans les domaines des migrations et du développement. Il aide à élaborer une compréhension globale du sujet et de mécanismes communs qui permettent de lutter contre les aspects négatifs de la migration tout en mettant ses atouts en avant.

**En Inde, la DDC encourage un système novateur d'approvisionnement énergétique utilisant la biomasse.**

Avec d'autres acteurs helvétiques du domaine de la migration, le Programme mondial a fait avancer la planification de la présidence suisse du cinquième Forum mondial sur la migration et le développement. En 2010 à nouveau, le sujet a occupé une place de choix dans le débat politique national.

Une brochure du SECO sur les différentes possibilités de transfert d'argent à partir de la Suisse a rencontré un grand succès. Pour agir plus efficacement en faveur du développement, ces transferts doivent être mieux intégrés dans le système financier.

## Eau

L'eau potable demeure inaccessible pour 900 millions de personnes, tandis que l'assainissement fait défaut pour 2,6 milliards de personnes. L'année 2010 a montré de manière de plus en plus évidente, en Suisse comme au niveau mondial, que la menace d'une crise globale de l'eau requièrerait de mesures rapides. L'Assemblée

**Propreté de l'eau** Un appareil développé à Genève permet de produire chaque jour un litre de chlore actif à partir de sel ordinaire, et donc de désinfecter 4000 litres d'eau. Le chlore actif peut également être vendu avec une marge bénéficiaire. Dans la région de Goma au Congo (RD), les femmes dégagent ainsi un revenu de 30 à 200 dollars par mois avec la vente de chlore actif. Et grâce à sa simplicité, cet appareil peut même être utilisé dans les zones isolées.

générale de l'ONU a posé un jalon important en déclarant que l'accès à l'eau et à l'assainissement constituait un droit fondamental. Depuis des années, la DDC avait influencé la position de la Suisse et vigoureusement soutenu cette décision au sein d'organisations multilatérales.

Un nouveau projet vise à offrir aux populations pauvres un accès peu onéreux à des systèmes de micro-irrigation et à des kits de désinfection de l'eau. Dans ce cadre, la production locale de systèmes à bas coûts d'irrigation au goutte-à-goutte et par arrosage a pu être lancée en Amérique centrale, ce qui évitera désormais d'importer ces technologies de sociétés indiennes. Les kits de désinfection ont déjà été largement utilisés lors d'interventions humanitaires au Pakistan.

En Colombie, des experts ont analysé l'empreinte sur l'eau de la fabrication des produits de quatre sociétés suisses multinationales, avec à la clé des mesures visant à réduire la consommation d'eau. Ce projet doit déboucher sur des enseignements qui seront utiles pour le développement d'une norme ISO d'empreinte sur l'eau. La Suisse joue un rôle déterminant dans ce domaine.

«Solidarité-eau suisse», une initiative de communes, de services des eaux et d'œuvres caritatives helvétiques, de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux ainsi que de la DDC, coordonne des projets de développement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et offre aux communes suisses l'occasion d'un engagement solidaire dans le secteur de l'eau des pays en développement. En 2010, dix communes ont investi un montant total de 400 000 francs, soit nettement plus que le coût initial d'établissement de la plateforme. Un partenariat prometteur a été noué entre les services des eaux de Lausanne et de Nouakchott, en Mauritanie.

## Gouvernance économique

La crise économique et financière a remis le thème de la gouvernance économique sur le devant de la scène. Cela concerne d'une part la politique économique étatique, où il s'agit principalement des conséquences du débat sur la réforme réglementaire dans les pays industrialisés pour les pays en développement et en transition, et d'autre part, les règles de comportement dans le secteur privé, en relation notamment avec la responsabilité sociale des entreprises et la surveillance des normes et directives de gouvernance d'entreprise.

Au niveau opérationnel, les efforts en vue d'une bonne gestion des finances publiques et de l'établissement de conditions cadres efficaces pour l'activité économique ont été intensifiés. En outre, le SECO a renforcé son soutien au Global Corporate Governance Forum, d'une part pour développer des centres de compétences régionaux ancrés dans les pays partenaires et, d'autre part, pour mettre en œuvre des activités spécifiques dans les pays prioritaires du SECO (Egypte, Azerbaïdjan, Indonésie et Colombie). Cela représente une contribution importante à la stabilité financière et à la croissance économique durable des pays partenaires. |

Le riz vietnamien est déchargé dans le port de Manille. En plus de leur propre production de riz, les Philippines sont dépendantes des

importations pour couvrir les besoins de leur population.

---

The End of Plenty



## Partenariats institutionnels

**Pour mettre en œuvre son programme, la coopération suisse au développement mise sur un partenariat étroit avec les ONG, le secteur privé et la recherche.**

Une interaction fructueuse entre l'Etat, la société civile et le secteur privé constitue une condition essentielle pour l'efficacité de la coopération au développement. Les partenariats institutionnels sont prioritaires afin de surmonter les difficultés de développement et les nouveaux défis. La DDC et le SECO coopèrent avec des organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les institutions de recherche helvétiques.

En 2010, les priorités thématiques de la DDC concernant les ONG suisses comprenaient l'accent sur la lutte contre la pauvreté au sein des programmes, les nouveaux défis de la politique de développement tels que le changement climatique et les migrations, ainsi que la cohérence entre la logique de développement et les politiques sectorielles. Les partenariats entre les secteurs public et privé (public-private development partnerships) sont encouragés, à l'image d'un partenariat avec le secteur privé de la sécurité alimentaire, dans lequel les entreprises suisses jouent un rôle clé. De nouvelles initiatives concernent l'application de normes facultatives dans les investissements agricoles et les achats de réserves de terrain. La DDC participe à une initiative du Forum économique mondial dans le domaine de l'eau, contribuant avec des entreprises et la société civile à imposer une gestion régionale durable de ce bien précieux.

En réponse au rapport de la Commission de gestion (2009), la DDC met en place un nouveau modèle de contributions pour la collaboration avec les ONG, afin d'obtenir la transparence requise dans l'octroi des subventions de programmes. La DDC a élaboré des directives et des processus en matière de mandats, et elle applique de plus en plus le principe de mise en concurrence.

Le SECO a notamment collaboré avec les universités suisses sur des questions de politique économique, de finances publiques et de fiscalité. Par ailleurs, un partenariat de longue date existe avec l'EMPA pour la promotion de la durabilité environnementale dans les entreprises des pays en développement. En outre, le SECO soutient des partenariats public/privé ainsi que des initiatives visant la participation du secteur privé dans le domaine des infrastructures. Il contribue également par des mesures ciblées au renforcement du secteur privé. |

## Aspects organisationnels

**La DDC et le SECO transfèrent un plus grand nombre de tâches de conduite aux bureaux de coopération et mettent davantage l'accent sur les résultats et l'efficacité.**

En 2010, de nouvelles mesures d'encadrement dans la collaboration entre la centrale et les bureaux de coordination (phase 2 de la réorganisation) ont été appliquées, accompagnées de nouveaux instruments de travail ainsi que de nouveaux standards et outils pour le système de contrôle interne. Cela doit notamment permettre d'améliorer l'efficacité de la coopération internationale.

De nombreuses tâches opérationnelles et administratives sont désormais confiées aux bureaux sur le terrain. La DDC souhaite renforcer sa présence sur place par un transfert de personnel de la centrale dans les pays partenaires.

Des conventions de prestations régissent la collaboration avec la Direction des ressources, le service Information du DFAE et le Secrétariat général du DFAE.

La DDC a mis en œuvre les recommandations émises par la Commission de gestion du Conseil des Etats dans son rapport de 2006 sur la conduite stratégique. Le processus de réorganisation doit prendre fin d'ici à 2012.

Le SECO a consolidé son portefeuille de projets dans ses sept pays prioritaires du sud (Afrique du Sud, Colombie, Egypte, Ghana, Indonésie, Pérou et Viet Nam) sur la base des stratégies de coopération économique adoptées par le Conseil fédéral en 2009. L'efficacité des programmes sera évaluée au travers du suivi annuel de ces stratégies. Le déploiement de ressources en personnel sur le terrain est terminé et permet de renforcer la délégation des tâches et des responsabilités. |



La crise alimentaire de 2007 et 2008 a laissé des traces profondes. Pendant un an, le photographe John Stanmeyer a capturé sur presque tous les continents les causes et les conséquences de la hausse des prix alimentaires. Son reportage «The End of Plenty» porte un regard pénétrant sur la manière dont nous nous nourrissons.

---

The End of Plenty

Impressum

Éditeurs:

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)  
**Direction du développement et de la coopération (DDC)**  
Freiburgstrasse 130  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 44 12  
www.ddc.admin.ch  
info@deza.admin.ch

Département fédéral de l'économie (DFE)  
**Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)**  
Holzikofenweg 36  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 09 10  
www.seco-cooperation.admin.ch  
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques:  
Etat-major de direction DDC  
Communication SECO

Graphisme/Conception:  
Bruno Caderas, Zurich  
Urs Scheiwiller, Zurich  
www.caderas.ch

Photos:

«The End of Plenty» John Stanmeyer/VII

Photos de projets:

Page 12 Till Förster  
Page 13 PHOTOPRESS/Alexandra Wey  
Diego Fernandez  
Page 17 PHOTOPRESS/Alexandra Wey  
Page 19 Toni Linder/DDC  
PHOTOPRESS/Alexandra Wey  
Page 21 DDC  
Page 22 DDC  
International Potato Center (CIP)  
DDC  
Page 27 Vladimir Pirogov  
Page 29 Rémy Steinegger/DDC  
Thomas Jenatsch/DDC  
Page 34 Kuno Schläfli/DDC

Imprimerie:

Werner Druck AG  
4001 Basel

Ce rapport annuel est disponible en français,  
allemand et anglais.  
D'autres exemplaires peuvent être commandés à  
info@deza.admin.ch, ou  
téléphone +41 31 322 44 12

Berne 2011



# Statistiques 2010

Coopération internationale de la Suisse



## Introduction

### Ce dépliant se compose de deux parties:

- Les statistiques de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse
- L'utilisation des fonds consacrés à la coopération internationale par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie, Coopération et Développement économiques (SECO)

### Aide publique au développement (APD): quelques explications

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 152) et aux organisations multilatérales actives dans le domaine du développement: (i) par le secteur public; (ii) dans le but principal de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie; (iii) à des conditions de faveur.
- La comparaison des performances des pays donneurs est effectuée en général sur la base du pourcentage de l'APD par rapport au **revenu national brut (RNB)**.
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 23 pays membres, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement mises à jour.
- Les prestations d'**APD de la Suisse** proviennent principalement des budgets de la DDC et du SECO, les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales. D'autres offices fédéraux, ainsi que 25 cantons et quelque 200 communes participent également à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis plusieurs années les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et les coûts d'accueil pendant la première année de séjour en Suisse des requérants d'asile provenant de pays en développement.

### Remarques techniques

- L'ensemble des dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, n'est pas automatiquement reproduit dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays ne faisant pas partie de la liste des pays en développement, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales).
- L'utilisation de la contribution de la DDC et du SECO à l'élargissement de l'Union européenne (UE) n'est pas montrée en détail dans ce dépliant (voir [www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch)).

### Signes utilisés

- 0.0 = montant inférieur à 50 000 fr.
- = montant nul
- .. = non disponible
- p = chiffres provisoires
- r = chiffres révisés

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC «Aide au développement de la Suisse» et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.  
[www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits](http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits)  
[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)

# Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Pages 4–15

## Dépenses DDC/SECO

Pages 17–31

## Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Tableau 1

### Evolution de l'aide publique au développement (APD) et des dons privés des ONG de la Suisse 1960–2010 (mio fr.)

	1960	1970	1980	1990
<b>APD</b>	<b>15.1</b>	<b>130.0</b>	<b>423.1</b>	<b>1 041.4</b>
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes <sup>a</sup>	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) <sup>b</sup>	37 066	92 570	177 270	326 102
<b>APD en % du RNB</b>	<b>0.04%</b>	<b>0.14%</b>	<b>0.24%</b>	<b>0.32%</b>
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56%	1.63%	2.38%	3.29%
APD en % des dépenses publiques <sup>c</sup>	0.23%	0.64%	0.90%	1.20%
<b>Dons privés des ONG</b>	<b>..</b>	<b>50.8</b>	<b>106.6</b>	<b>148.6</b>
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05%	0.06%	0.05%

a Données estimées pour 2010.

b RNB des 1995, PNB pour les années précédentes; Chiffres définitifs jusqu'en 2007, provisoires pour 2008 et 2009 (Office fédéral de la statistique). Pour 2010, estimation de l'Administration fédérale des finances (février 2011).

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

	2000	2006	2007	2008	2009 <sup>f</sup>	2010 <sup>p</sup>
<b>APD</b>	<b>1 510.9</b>	<b>2 063.3</b>	<b>2 021.5</b>	<b>2 234.0</b>	<b>2 503.9</b>	<b>2 393.2</b>
Confédération	1 488.6	2 029.6	1 982.4	2 191.3	2 460.0	2 348.2
Cantons et communes <sup>a</sup>	22.3	33.7	39.1	42.7	43.9	45.0
Revenu national brut (RNB) <sup>b</sup>	450 327	527 855	526 226	505 998	557 495	588 020
<b>APD en % du RNB</b>	<b>0.34%</b>	<b>0.39%</b>	<b>0.38%</b>	<b>0.44%</b>	<b>0.45%</b>	<b>0.41%</b>
APD en % des dépenses de la Confédération	3.21%	3.94%	3.75%	3.95%	4.30%	4.04%
APD en % des dépenses publiques <sup>c</sup>	1.23%	1.45%	1.38%	1.49%	1.71%	1.60%
<b>Dons privés des ONG</b>	<b>272.0</b>	<b>507.5</b>	<b>424.7</b>	<b>436.4</b>	<b>380.9</b>	<b>..</b>
Dons privés des ONG en % du RNB	0.06%	0.10%	0.08%	0.09%	0.07%	..

Voir séries historiques:

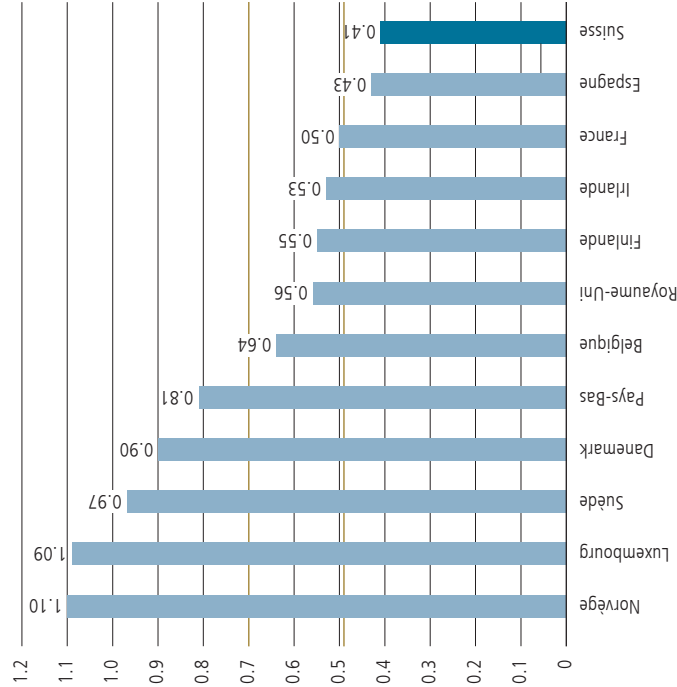
[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/APD/Evolution\\_APD](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/Evolution_APD)

En 2010, le volume de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse a baissé de 4.5% par rapport à 2009. Cette diminution s'explique surtout par le montant inférieur qui a été consacré aux remises de dette bilatérales en 2010. La forte croissance économique a eu pour conséquence de réduire encore davantage le ratio de l'APD par rapport au revenu national brut (RNB): l'APD est passée de 0.45% en 2009 à 0.41% en 2010.

## Aide publique au développement (APD) de la Suisse

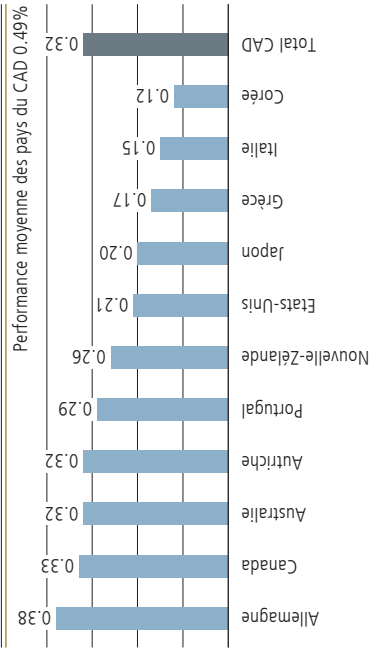
Graphique 1

### La Suisse en comparaison internationale 2010 (APD en % du RNB)



Données provisoires publiées par OCDE/CAD le 6 avril 2011 pour tous les pays du CAD.

Objectif fixé par l'ONU 0.7%



En 2010, selon les données provisoires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'APD en provenance des 23 pays membres a atteint le niveau record de 128.7 milliards US\$. La performance moyenne se situe à 0.49%. Seuls cinq pays ont dépassé l'objectif de 0.7% fixé en 1970 par les Nations unies et cinq autres se situent au-dessus de la moyenne. Malgré son ratio APD/RNB de 0.41%, inférieur à celui de 2009, la Suisse a pu conserver son 12<sup>e</sup> rang en 2010.

## Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Tableau Z

### Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2009 – 2010 (mio fr.)

<b>Confédération</b>			
<b>Direction du développement et de la coopération (DDC)</b>			
Aide humanitaire			
Coopération au développement			
Coopération avec l'Est et la CEI			
<b>Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)</b>			
Coopération au développement			
Coopération avec l'Est et la CEI			
Remises de dette (Club de Paris)			
<b>Office fédéral des migrations (ODM)</b>			
Aide au retour			
Assistance aux requérants d'asile en Suisse			
<b>Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)</b>			
Gestion civile des conflits et droits de l'homme			
Autres			
<b>Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)</b>			
Actions de promotion de la paix et de la sécurité			
Equipement à des fins humanitaires			
<b>Office fédéral de l'environnement (OFEV)</b>			
dont: Contributions à des organisations internationales			
<b>Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER)</b>			
dont: Bourses à des étudiants étrangers en Suisse			
<b>Autres offices fédéraux</b>			
<b>Cantons et communes<sup>a</sup></b>			
<b>Total</b>			
<b>APD en % du revenu national brut (RNB)</b>			

a Données estimées pour 2010.

	2010 <sup>p</sup>			2009 <sup>r</sup>		
	APD bilatérale	APD multi-latérale	Total APD	APD bilatérale	APD multi-latérale	Total APD
	1 749.1	599.2	2 348.2	1 853.6	606.4	2 460.0
	979.9	516.8	1 496.7	961.4	517.8	1 479.2
	283.0	27.5	310.5	270.9	28.1	299.0
	590.3	489.3	1 079.6	581.3	489.7	1 071.0
	106.6	–	106.6	109.2	–	109.2
	243.7	4.7	248.4	386.8	5.3	392.1
	153.0	4.7	157.6	155.1	4.7	159.9
	59.1	–	59.1	55.2	0.5	55.7
	31.6	–	31.6	176.5	–	176.5
	395.5	–	395.5	379.9	–	379.9
	14.4	–	14.4	13.2	–	13.2
	381.1	–	381.1	366.7	–	366.7
	67.7	25.8	93.6	63.9	24.2	88.0
	61.1	8.0	69.1	57.6	8.0	65.6
	6.6	17.8	24.4	6.3	16.2	22.5
	41.3	7.6	48.9	38.4	7.7	46.1
	41.2	7.6	48.8	38.0	7.7	45.8
	0.1	–	0.1	0.4	–	0.4
	8.4	33.8	42.2	5.4	36.0	41.3
	8.3	33.8	42.1	5.4	36.0	41.3
	6.6	0.6	7.1	6.4	0.5	6.9
	6.6	–	6.6	6.4	–	6.4
	5.9	10.0	15.9	11.5	14.9	26.5
	45.0	–	45.0	43.9	–	43.9
	1 794.1	599.2	2 393.2	1 897.5	606.4	2 503.9
			0.41%			0.45%

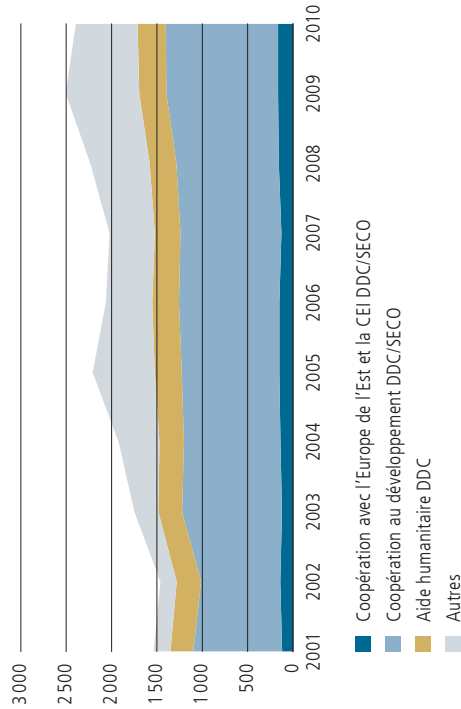
En 2010, les coûts pour les requérants d'asile en provenance de pays en développement au cours de leur première année de séjour ont représenté 16% de l'APD. La part de la DDC et du SECO (sans la dette) dans l'APD (72%) a retrouvé le niveau de 2008, après une baisse en 2009 (68%).

La répartition entre l'APD bilatérale (75%) et l'APD multilatérale (25%) est restée stable au cours des dernières années.

## Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Graphique 2

### APD de la Suisse par catégorie d'aide 2001 – 2010 (mio fr.)



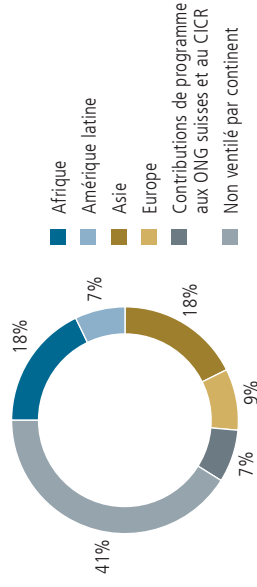
En termes absolus, le budget de coopération et d'aide humanitaire de la DDC et du SECO avec les pays partenaires du Sud et de l'Est a connu une croissance régulière entre 2001 et 2010, à raison de 2.7% en moyenne par an.

Les ajustements statistiques appliqués dès 2003 (comptabilisation des remises de dette et des coûts pour les requérants d'asile) ont eu pour effet de modifier durablement la part des catégories d'aide dans l'APD.

- La coopération au développement DDC/SECO avec les pays du Sud a passé de 60% au début des années 2000 à 52% en 2010.
- La part de l'aide humanitaire dans l'APD a diminué de 18% à 13% en 2010.
- La coopération avec l'Est de la DDC et du SECO continue à occuper 7% du total.
- Les contributions provenant d'autres offices fédéraux et des cantons et communes, y compris la dette et les coûts pour les requérants d'asile, ont représenté 28% du total en 2010 (13% en 2000).

Graphique 3

### Répartition géographique de l'APD bilatérale par continent 2010



Comme par le passé, l'APD bilatérale de la Suisse est consacrée en priorité aux pays à faible revenu. Elle s'est concentrée en Afrique et en Asie (36% de l'APD bilatérale en 2010). Les pays en développement d'Amérique latine et d'Europe ont absorbé ensemble 16% de l'APD bilatérale.

Les montants non répartis par continent regroupent les contributions de programme de la DDC à des ONG suisses et au CICR (7%); les frais d'assistance aux requérants d'asile (21%) ainsi que des contributions à des instituts de recherche ou de formation, des mandats pour des conseils thématiques et les coûts de fonctionnement et la logistique en Suisse (20%).

Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Tableau 3

Répartition géographique de l'APD bilatérale par continents et pays 2009 – 2010 (mio fr.)

	2010	2009
<b>Afrique</b>	<b>320.1</b>	<b>511.6</b>
Mozambique	28.9	26.2
Burkina Faso	26.1	25.7
Centrafricaine, Rép.	<sup>a</sup> 21.6	0.9
Niger	18.2	11.4
Soudan	17.9	17.0
Tanzanie	16.9	29.2
Mali	16.9	15.3
Ghana	14.2	13.0
Tchad	14.0	17.6
Burundi	12.2	10.4
Bénin	11.8	14.6
Congo (Rép.)	<sup>a</sup> 11.0	<sup>a</sup> 5.8
Somalie	9.3	7.1
Afrique du Sud	6.8	5.6
Zimbabwe	6.5	7.5
Madagascar	6.4	7.2
Egypte	6.1	9.7
Rwanda	5.1	6.3
Congo (Rép. Dém.)	5.1	11.4
Liberia	4.9	6.3
Ethiopie	4.3	5.9
Autres pays	18.9	<sup>a</sup> 208.3
Projets régionaux et non réparti par pays	36.8	49.2
<b>Amérique</b>	<b>129.0</b>	<b>133.5</b>
Pérou	20.4	24.1
Bolivie	19.5	21.5
Haiti	18.1	6.6
Nicaragua	12.4	11.0
Colombie	11.9	21.7
Honduras	5.6	4.2
Cuba	5.3	4.8
Autres pays	6.4	20.0
Projets régionaux et non réparti par pays	29.4	19.6

	2010	2009
<b>Asie</b>	<b>316.3</b>	<b>325.4</b>
Népal	27.5	27.1
Viet Nam	25.6	23.6
Pakistan	22.2	20.6
Gaza et Cisjordanie	20.6	22.2
Bangladesh	19.8	25.1
Afghanistan	17.6	21.4
Kirghizistan	17.4	19.7
Laos	14.8	12.1
Tadjikistan	14.1	13.9
Mongolie	11.8	11.2
Sri Lanka	10.0	10.1
Corée du Nord	8.6	6.4
Inde	8.4	13.2
Chine	8.0	4.2
Géorgie	6.8	9.1
Liban	6.6	4.0
Indonésie	5.5	6.0
Myanmar	5.4	6.3
Yémen	4.3	4.2
Autres pays	24.3	36.0
Projets régionaux et non réparti par pays	36.8	28.9
<b>Europe</b>	<b>156.9</b>	<b>147.8</b>
Kosovo	54.2	48.8
Bosnie-Herzégovine	19.1	21.2
Ukraine	15.6	9.3
Albanie	14.3	13.5
Serbie	11.9	12.1
Macédoine	10.8	11.9
Moldavie	8.1	7.9
Autres pays	1.0	3.3
Projets régionaux et non réparti par pays	22.0	19.9
<b>Non réparti par continent</b>	<b>871.8</b>	<b>779.1</b>
<b>Total</b>	<b>1794.1</b>	<b>1897.5</b>

a Y compris remises de dette bilatérales négociées dans le cadre des accords du Club de Paris.

Voir détails:  
[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/la\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/APD/APD\\_bilaterale](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/la_DDC/Chiffres_et_faits/APD/APD_bilaterale)

Tableau 4

**APD multilatérale de la Suisse par organisations 2009 – 2010 (mio fr.)**

	2010	2009
<b>Organisations des Nations Unies</b>	<b>169.6</b>	<b>170.4</b>
Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)	54.0	54.0
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)	20.0	20.0
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)	14.0	14.0
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	11.9	14.0
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)	11.7	12.5
Fonds international de développement agricole (FIDA)	7.1	7.1
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) <sup>a</sup>	5.5	5.5
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	5.0	5.0
Programme pour l'environnement (PNUJ)	4.0	4.1
Programme alimentaire mondial (PAM)	2.0	2.3
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	2.0	1.8
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD <sup>b</sup>	25.4	23.2
Autres organisations des Nations Unies	7.1	6.8
<b>Institutions financières internationales</b>	<b>353.8</b>	<b>357.8</b>
Association internationale de développement (AID/IDA) <sup>c</sup>	282.4	280.6
Fonds africain de développement (FAFD) <sup>c</sup>	58.1	58.0
Fonds asiatique de développement (FASD)	13.3	13.3
Autres fonds et institutions financières	–	5.8
<b>Autres institutions</b>	<b>75.8</b>	<b>78.3</b>
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	29.5	29.5
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	13.5	13.4
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)	8.0	8.0
Centre international de déminage humanitaire – Genève (GICHD)	7.6	7.6
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	7.0	7.0
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	5.2	5.4
Autres institutions	5.1	7.3
<b>Total APD multilatérale</b>	<b>599.2</b>	<b>606.4</b>

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui est comptabilisée en partie (voir note b).

b Pourcentages appliqués selon les directives CAD.

c Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Voir détails:

[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/APD/APD\\_multilaterale](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/APD_multilaterale)

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux.

Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales (y compris le CICR) entrent dans l'APD bilatérale.

En 2010, la coopération multilatérale s'est concentrée, dans les mêmes proportions qu'en 2009, sur les institutions financières internationales (IFI) (59%). Les agences du système des Nations unies et les autres institutions internationales ont absorbé 28%, respectivement 13% de l'APD multilatérale.

La comptabilisation dans l'APD des contributions aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des "notes" (billets à ordre) et non du paiement; ceci explique d'une part les variations d'une année à l'autre, ainsi que les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat.



Dépenses  
DDC/SECO

Pages 17–31



## Dépenses DDC/SECO

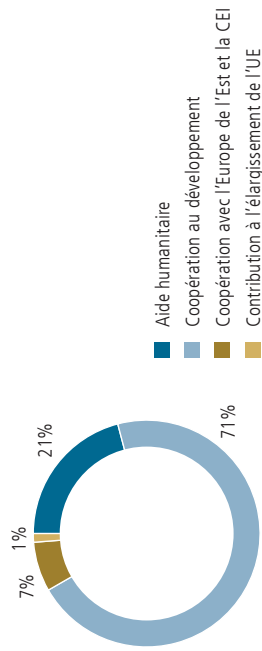
Tableau 5

### Vue d'ensemble des dépenses de la DDC et du SECO 2006 – 2010 (mio fr.)

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Dépenses totales de la DDC</b>	<b>1 329.8</b>	<b>1 343.1</b>	<b>1 397.5</b>	<b>1 452.9</b>	<b>1 507.0</b>
Aide humanitaire	301.5	287.1	302.9	303.7	314.9
Coopération au développement	919.7	959.3	989.9	1 038.5	1 066.9
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI	108.6	96.5	102.6	102.8	106.7
Contribution à l'élargissement de l'UE	–	0.2	2.1	7.9	18.5
<b>Dépenses totales du SECO Coopération et Développement économiques</b>	<b>233.1</b>	<b>202.6</b>	<b>214.7</b>	<b>273.4</b>	<b>238.4</b>
Coopération au développement	153.7	149.9	153.1	159.8	161.2
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI	79.4	52.4	59.2	57.8	59.6
Contribution à l'élargissement de l'UE	–	0.3	2.4	55.8	17.6

Graphique 4.1

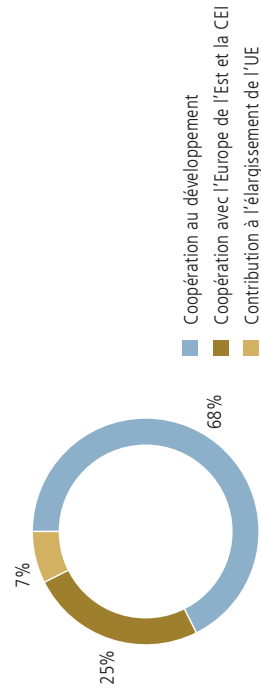
### Dépenses DDC 2010: 1 507 mio fr.



Le tableau et le graphique ci-dessus reproduisent les résultats financiers pour la DDC tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat.

Graphique 4.2

### Dépenses SECO 2010: 238.4 mio fr.



Le tableau et le graphique ci-dessus reproduisent les résultats financiers pour le SECO tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat.

## DDC – Coopération au développement

Tableau 6

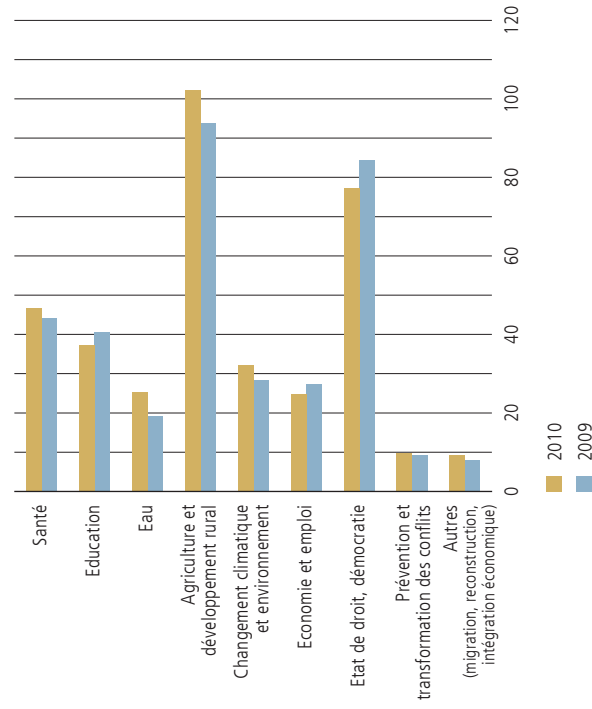
### DDC Coopération au développement par pays et régions prioritaires 2009 – 2010 (mio fr.)

	2010	2009
Pays et régions prioritaires	241.7	237.2
Viet Nam/Mékong	26.2	27.3
Népal	25.7	22.9
Nicaragua/AAmérique centrale	25.0	19.2
Mozambique	19.9	14.4
Bangladesh	18.2	21.5
Bolivie	17.8	17.5
Mali	14.7	11.2
Tanzanie	14.6	18.8
Burkina Faso	13.8	11.9
Niger	13.2	9.4
Bénin	11.5	10.6
Pakistan	11.2	13.2
Pérou	10.4	12.0
Tchad	10.2	12.6
Inde	7.6	10.3
Bhoutan	1.5	4.3
<b>Programmes spéciaux</b>	<b>78.7</b>	<b>70.0</b>
Afrique du Sud/Afrique australe	18.9	11.0
Afghanistan	14.4	17.1
Rwanda/Grands Lacs	12.9	13.1
Gaza et Cisjordanie	12.0	10.8
Mongolie	11.7	11.1
Cuba	5.2	3.6
Corée du Nord	3.7	3.3
Autres activités	269.9	274.5
Autres pays et régions	45.6	53.6
Contributions de programme aux ONG	64.8	64.6
Mandats thématiques/coûts de fonctionnement	159.6	156.2
<b>Coopération au développement bilatérale</b>	<b>590.3</b>	<b>581.6</b>
<b>Coopération au développement multilatérale</b>	<b>476.6</b>	<b>456.8</b>
<b>Total</b>	<b>1 066.9</b>	<b>1 038.5</b>

Voir informations détaillées par pays: [www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Pays](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Pays)

Graphique 5

### DDC Coopération au développement bilatérale par thèmes 2009 – 2010 (mio fr.)



Voir informations détaillées: [www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Themes](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Themes)

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources aux 11 thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités de coopération au développement en 2010.

Tableau 7

**SECO Coopération au développement par pays et programmes prioritaires 2009 – 2010 (mio fr.)**

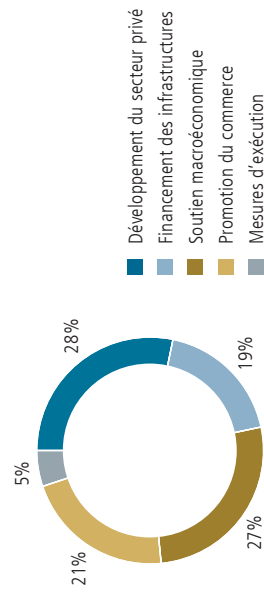
	2010	2009
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>56.8</b>	<b>56.8</b>
Viet Nam	18.2	11.8
Ghana	13.8	12.4
Pérou	8.4	7.0
Indonésie	5.6	5.2
Egypte	5.5	8.3
Afrique du Sud	2.7	1.9
Colombie	2.6	10.2
<b>Divers</b>	<b>104.4</b>	<b>103.0</b>
Programmes globaux/régionaux et autres pays <sup>a</sup>	53.7	54.7
Diverses contributions	44.4	42.9
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	6.3	5.5
<b>Total</b>	<b>161.2</b>	<b>159.8</b>

a D'importants programmes s'achèvent dans deux anciens pays prioritaires: Burkina Faso et Mozambique.

Voir informations détaillées par pays: [www.seco-cooperation.admin.ch/laender](http://www.seco-cooperation.admin.ch/laender)

Graphique 6

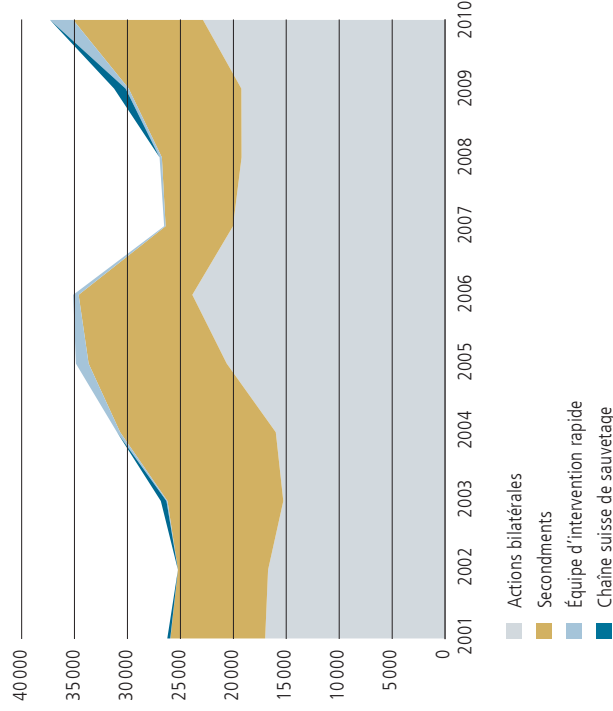
**SECO Coopération au développement par instruments 2010**



Voir informations détaillées: [www.seco-cooperation.admin.ch/themen](http://www.seco-cooperation.admin.ch/themen)

Graphique 7

**Aide humanitaire / Corps suisse d'aide humanitaire (CSA): Jours de mission à l'étranger 2001 – 2010**



DDC – Aide humanitaire

Tableau 8

**DDC Aide humanitaire par pays et régions d'interventions  
2009 – 2010 (mio fr.)**

	2010	2009
<b>Afrique</b>	<b>72.5</b>	<b>69.9</b>
Soudan	12.3	12.4
Somalie	8.2	6.0
Zimbabwe	6.4	6.7
Niger	4.5	0.5
Ethiopie	4.0	3.6
Burundi	3.9	4.0
Burkina Faso	3.7	0.7
Tchad	3.6	3.6
Congo (Rép. dém.)	3.5	5.5
Kenya	3.4	6.3
Liberia	3.4	4.6
Maroc	2.5	1.1
Mali	1.6	0.5
Côte d'Ivoire	1.2	1.5
Guinée	1.1	2.1
Algérie	1.0	1.1
Autres pays	6.4	8.6
Projets régionaux et non réparti par pays	1.8	1.2
<b>Amérique latine</b>	<b>28.1</b>	<b>17.3</b>
Haiti	14.8	3.5
Colombie	7.0	6.3
Pérou	1.6	2.4
Chili	1.5	0.9
Bolivie	1.4	0.6
Nicaragua	1.1	0.6
Autres pays	0.2	1.7
Projets régionaux et non réparti par pays	0.7	1.2

	2010	2009
<b>Asie</b>	<b>70.5</b>	<b>68.0</b>
Pakistan	11.0	6.8
Sri Lanka	7.8	7.3
Gaza et Cisjordanie	6.8	8.5
Liban	5.4	2.3
Myanmar	5.3	5.3
Corée du Nord	5.0	3.1
Yémen	4.3	4.1
Iraq	3.6	4.2
Jordanie	3.6	1.9
Géorgie	3.2	5.8
Afghanistan	3.1	2.6
Syrie	2.0	2.9
Thaïlande	1.8	1.5
Kirghizistan	1.7	0.7
Bangladesh	1.6	1.2
Autres pays	3.1	8.3
Projets régionaux et non réparti par pays	1.2	1.4
<b>Europe</b>	<b>5.8</b>	<b>7.4</b>
<b>Autres activités, non réparties géographiquement</b>	<b>138.0</b>	<b>141.1</b>
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	70.0	70.7
Contributions à des organisations internationales	27.5	28.3
Contributions de programme aux ONG	6.0	5.0
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	29.5	32.1
Personnel de structure	5.0	5.0
<b>Total</b>	<b>314.9</b>	<b>303.7</b>

## DDC – Aide humanitaire

Tableau 9

### Partenaires de la DDC de l'aide humanitaire 2010 (mio fr.)

<b>Organisations des Nations Unies</b>
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
<b>Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</b>
<b>Interventions bilatérales et coûts administratifs</b>
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Coûts de fonctionnement, de personnel et de matériel
<b>Total aide humanitaire 2010</b>
Total aide humanitaire 2009

a Ce montant comprend 20 mio fr. pour les produits laitiers suisses et 14 mio fr. pour les céréales.

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
<b>27.0</b>	<b>51.9</b>	<b>25.4</b>	<b>104.2</b>
2.0	15.4	25.4	42.8
11.7	13.5	–	25.2
10.6	5.3	–	15.9
2.0	8.3	–	10.3
–	3.2	–	3.2
0.7	6.2	–	6.9
<b>70.0</b>	<b>40.0</b>	<b>–</b>	<b>110.0</b>
<b>0.5</b>	<b>91.6</b>	<b>8.6</b>	<b>100.7</b>
–	18.4	6.8	25.2
0.5	10.9	0.9	12.3
–	28.5	0.8	29.3
–	33.7	0.2	33.9
<b>97.5</b>	<b>183.5</b>	<b>a 34.0</b>	<b>314.9</b>
99.0	170.4	34.3	303.7

Voir détails:  
[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Aide\\_Humanitaire/Partenaire](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Aide_Humanitaire/Partenaire)

## DDC/SECO – Coopération avec l'Est

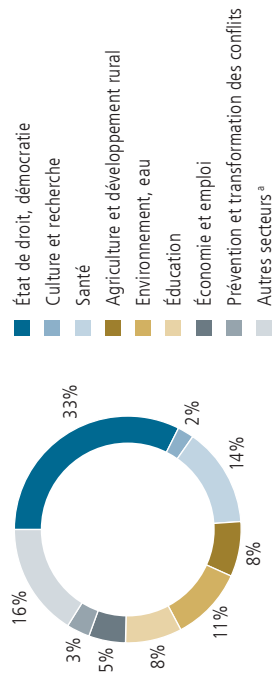
Tableau 10

### DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par pays et régions prioritaires 2009 – 2010 (mio fr.)

	2010	2009
<b>Pays et régions prioritaires</b>	<b>73.5</b>	<b>74.4</b>
Asie centrale	22.9	20.8
Kosovo	10.7	10.9
Bosnie-Herzégovine	10.1	10.3
Caucase du Sud	8.8	8.8
Albanie	8.0	8.4
Serbie	7.6	8.3
Ukraine	5.5	6.8
<b>Programmes spéciaux DDC</b>	<b>14.0</b>	<b>13.7</b>
Moldavie	7.7	6.9
Macédoine	6.3	6.9
<b>Autres activités</b>	<b>19.2</b>	<b>14.7</b>
Autres pays et régions	9.6	4.5
Contributions de programme aux ONG	3.4	3.4
Coûts de fonctionnement	6.2	6.9
<b>Total</b>	<b>106.7</b>	<b>102.8</b>

Graphique 8

### DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par secteurs 2010



a Comprend migration, reconstruction, coûts multisectoriels et coûts de fonctionnement.

Tableau 11

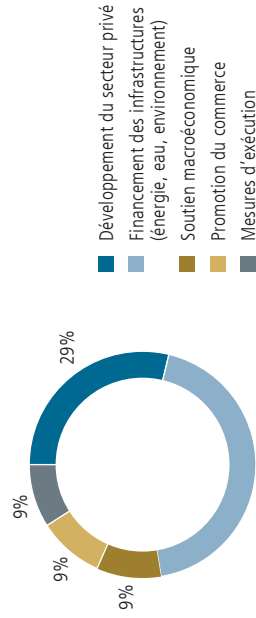
### SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par pays et régions prioritaires 2009 – 2010 (mio fr.)

	2010	2009
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>42.5</b>	<b>35.5</b>
Ukraine	9.6	1.9
Kirghizistan	7.8	11.2
Albanie	5.8	4.5
Tadjikistan	5.1	4.7
Macédoine	4.3	4.6
Kosovo	3.4	1.0
Serbie	2.7	1.8
Bosnie-Herzégovine	2.7	2.1
Azerbaïdjan	1.1	3.6
<b>Divers</b>	<b>17.0</b>	<b>22.3</b>
Programmes régionaux et autres pays	11.7	17.0
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	5.4	5.3
<b>Total</b>	<b>59.6</b>	<b>57.8</b>

Voir informations détaillées par pays:  
[www.seco-cooperation.admin.ch/laender](http://www.seco-cooperation.admin.ch/laender)

Graphique 9

### SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par instruments 2010



## DDC – Partenaires

Tableau 12  
**Partenaires de la DDC pour des activités bilatérales 2010 (mio fr.)**

ONG suisses	
dont:	
Intercooperation	
Helvetas	
Swisscontact	
Caritas Suisse	
Croix-Rouge suisse	
Terre des Hommes, Lausanne	
Swissaid	
Pain pour le prochain	
Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	
Entraide protestante suisse (EPER)	
Action de Carême	
Fédération genevoise de coopération (FGC)	
Interteam	
Fondation Village d'enfants Pestalozzi	
Médecins Sans Frontières (MSF)	
SolidanMed	
Institutions universitaires et de recherche suisses	
Secteur privé suisse	
Secteur public suisse	
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales	
Institutions financières internationales, actions multilatérales	
Autres organisations internationales	
dont: Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	
Organisations du Sud et de l'Est	
<b>Total des partenaires</b>	
Actions directes, coûts de fonctionnement	
<b>Total 2010</b>	
Total 2009	

a Contributions à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est.

b Non compris contribution à l'élargissement de l'UE (18.5 mio fr. en 2010).

## Contributions et mandats spécifiques

ONG contrib. progr. <sup>a</sup>	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	Total <sup>b</sup>
74.2	19.2	85.2	21.2	199.7
–	1.0	26.7	6.8	34.5
10.7	–	20.6	3.1	34.4
4.5	–	8.0	2.1	14.6
5.5	5.1	0.3	0.1	11.0
3.8	3.2	–	1.6	8.6
6.1	0.2	0.8	0.3	7.4
5.6	0.1	–	–	5.8
5.4	–	–	–	5.4
3.0	0.4	1.9	–	5.3
4.4	0.2	–	0.2	4.8
3.6	–	–	–	3.6
3.5	–	–	–	3.5
2.5	–	–	–	2.5
2.5	–	–	–	2.5
1.8	0.7	–	–	2.5
1.0	0.4	0.9	–	2.3
–	0.4	33.1	6.9	40.4
–	2.9	19.6	3.2	25.8
–	0.4	8.8	0.7	9.8
–	77.3	30.9	5.5	113.8
–	0.7	18.5	3.1	22.3
–	117.7	58.4	16.7	192.7
–	110.0	–	–	110.0
–	3.4	139.3	28.7	171.3
<b>74.2</b>	<b>221.9</b>	<b>393.7</b>	<b>86.1</b>	<b>775.9</b>
–	59.5	131.8	17.2	208.6
<b>74.2</b>	<b>281.5</b>	<b>525.5</b>	<b>103.3</b>	<b>984.5</b>
73.0	270.4	517.0	99.4	959.8

Voir tableau détaillé:  
[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/Depenses\\_de\\_la\\_DDC/Partenaires](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/Depenses_de_la_DDC/Partenaires)



Impressum

Éditeurs:  
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)  
**Direction du développement et de la coopération (DDC)**  
Freiburgstrasse 130  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 44 12  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)  
[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)

Département fédéral de l'économie (DFE)  
**Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)**  
Holzkofenweg 36  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 09 10  
[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)  
[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

Rédaction / Coordination / Statistiques:  
Etat-major de direction DDC  
Communication SECO

Graphisme / Conception:  
Bruno Caderas, Zurich  
[www.caderas.ch](http://www.caderas.ch)

Photos:  
Couverture «The End of Plenty» John Stanmeyer/VII  
Page 16 Keystone

Imprimerie:  
Werner Druck AG  
4001 Basel

Le dépliant statistique du rapport annuel est  
disponible en français, allemand et anglais.  
D'autres exemplaires peuvent être commandés à  
[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch), ou  
téléphone +41 31 322 44 12

Berne 2011